



HAL
open science

Les élections législatives au Japon (18 juillet 1993) : La chute du Parti libéral-démocrate et la recomposition du système politique

Jean-Marie Bouissou

► To cite this version:

Jean-Marie Bouissou. Les élections législatives au Japon (18 juillet 1993) : La chute du Parti libéral-démocrate et la recomposition du système politique. *Revue Française de Science Politique*, 1994, 44 (3), pp.379-423. <10.3406/rfsp.1994.394837>. <hal-01009808>

HAL Id: hal-01009808

<https://sciencespo.hal.science/hal-01009808v1>

Submitted on 18 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Les élections législatives au Japon (18 juillet 1993). La chute du Parti libéral-démocrate et la recomposition du système politique

In: Revue française de science politique, 44e année, n°3, 1994. pp. 379-423.

Citer ce document / Cite this document :

Bouissou Jean-Marie. Les élections législatives au Japon (18 juillet 1993). La chute du Parti libéral-démocrate et la recomposition du système politique. In: Revue française de science politique, 44e année, n°3, 1994. pp. 379-423.

doi : 10.3406/rfsp.1994.394837

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1994_num_44_3_394837

Résumé

La chute du Parti libéral démocrate peut être expliquée par les modifications de la conjoncture internationale sur le plan politique et économique, par ses propres dysfonctionnements internes ou par la paralysie du processus de décision au sein d'un catch-all party démesurément grossi. L'analyse des élections japonaises depuis 1980 ne révèle pas une mobilisation significative contre le PLD en juillet 1993. Ce constat conduit à privilégier l'explication centrée sur ses dysfonctionnements. Les mécanismes sophistiqués pour la gestion de ses rivalités internes n'ont pas fonctionné sous l'effet des contraintes trop rigides qu'ils imposaient aux ambitions. L'anarchie croissante dans le financement du parti et son renchérissement ont atteint l'insupportable pour les bailleurs de fonds, pour l'opinion et même pour de nombreux élus, et entraîné des scissions qui l'ont privé de sa majorité. Il est sûr aussi qu'un parti dominant monolithique n'exprimait plus efficacement une demande sociale qui se diversifiait sous l'effet de la modernisation et de l'internationalisation. La recomposition en cours devrait donner naissance à terme à trois formations plus représentatives de cette diversité.

Abstract

The Japanese legislative elections (18 July 1993). The fall of the liberal democratic party and the recomposition of the political system

The fall of the Liberal Democratic Party can be explained by the political and economic modifications of the international conjuncture, by its own internal dysfunctioning or by the paralysis of the decision-making process within an oversized catchall party. The analysis of Japanese elections since 1980 does not reveal a significant mobilization against the LDP in July 1993, which leads to granting more credence to the explanation centered on its dysfunctioning. The sophisticated mechanisms for managing the LDP's internal rivalries broke down because of the rigid constraints which they imposed on ambitions. The growing anarchy of party finance and its increasing costs became unbearable to the contributors, to public opinion and even to many elected officials. They brought about splits which deprived it of its majority. It is also clear that as a monolithic dominant party, the LDP was no longer effectively expressing social demands increasingly diversified under the impact of modernization and internationalisation. The recomposition in progress is likely to eventually give birth to three groups more representative of this diversity.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU JAPON (18 JUILLET 1993)

La chute du parti libéral-démocrate et la recomposition du système politique

JEAN-MARIE BOUISSOU

Trente-huit années de gouvernement sans partage du Parti libéral-démocrate (PLD) ont pris fin voici un an, avec les élections du 18 juillet 1993 et la formation d'un gouvernement de coalition dirigé par Morihiro Hosokawa, excluant le PLD. Toutefois, la portée réelle du changement prête à controverse. Les élections ont constitué avant tout un succès sans précédent pour le camp conservateur dans son ensemble (tableau 1), bien qu'elles aient paradoxalement abouti à faire entrer les socialistes au gouvernement pour la première fois depuis 1948, et même à leur en confier la direction. La nouvelle coalition est contrôlée par des formations qui se sont séparées du PLD juste avant le scrutin: le parti du Renouveau (Shinseito) et l'Avant-Garde (Sakigake). Aussi, certains dénoncent une « non-révolution », à l'instar de la Restauration de Meiji, qui aurait été orchestrée par une partie des élites conservatrices pour gérer au mieux de leurs intérêts des mutations économiques et sociales inévitables, sans changement idéologique significatif ni déplacement des centres du pouvoir¹.

TROIS AXES POUR L'EXPLICATION

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

La plupart des commentaires² lient la chute du PLD à la fin de la guerre froide. En le privant de sa mission historique (maintenir en Asie le bastion nécessaire à l'armée américaine), elle aurait mis fin à la tolérance relative dont il bénéficiait auprès de ses partenaires occidentaux (pour le maintien de pratiques économiques anticoncurrentielles) et auprès de l'opinion japonaise (pour les innombrables scandales qui ont émaillé son long règne). Elle aurait aussi parachevé un processus d'effacement du clivage idéologique entre le PLD et les partis d'opposition,

1. Voir notamment Karel van Wolferen, « Japan in the age of uncertainty », *New Left Review*, 200, juillet-août 1993, p. 15-40.

2. Voir notamment David Held, Anthony McGrew, « Globalization and the liberal-democratic State », *Government and Opposition*, 28 (2), 1993, p. 261-285; Inoguchi Takashi, « Japanese politics in transition. A theoretical review », *ibid*; 28 (4), 1993, p. 443-455. Dans la pratique japonaise, le patronyme précède toujours le prénom. Nous avons respecté cette norme dans les notes mais non dans le corps du texte pour ne pas dérouter le lecteur.

Tableau 1. Les élections et la situation à la Chambre basse (1990-1994)

	Élections de 1990		Situation au 17 juin 1993		Élections de 1993		Gouvernement Hosokawa (août 1993 - avril 1994)		Gouvernement Hata (mai-juin 1994)	
	sièges	voix %			sièges	voix %				
PLD ¹	289	51,5	PLD ¹	230	223	40	PLD	222	PLD	206
			PR	36	10	10,1	PCJ	15	PCJ	15
			Avant-Garde	10	55	2,6	Total opposition	237	Total opposition	221
			Indépendants	2	13	1,8	PR	61	Nouveau parti	5
			NPJ	-	35	8	Avant-Garde/NPJ	55	du Futur	3
Total conservateurs	289	51,5 %		280	347	62,5	PSD	19	Groupe Ambition	3
PSD ¹	14	4,8		13	19	3,9	Komeito	52	Indépendants	9
Komeito ¹	46	8		46	52	8,3	PSDJ	74	Avant-Garde	15
Total centristes	60	12,8 %		59	71	12,2 %	Total majorité	261	PSDJ	74
Ligue S-D	4	0,9		4	4	0,7	Groupe Réforme	5	Total neutres	106
PSDJ ¹	140	26,2		134	70	15,4	Indépendants	8	Bloc « Rénovation »	
PCJ	16	7,9		16	15	7,7	Total neutre	11	PR	61
Total gauche	160	35 %		154	91	23,8 %			NPJ	37
Divers	3	0,7		15	5	1,5 %	La Ligue S-D a éclaté		Parti Libéral	7
Vacants	-				-		2 au PSDJ, 2 au NPJ		Groupe Réforme	4
Total	512	100 %			511	100 %	* Le PLD n'a pas rallié tous les indépendants conservateurs élus en 1993 et a perdu les 5 députés du Groupe Réforme.		Indépendants	2
									PSD	19
									• Komeito	52
									Total gouvernement	182

* PLD : Parti libéral-démocrate ; PSD : Parti social-démocrate ; Komeito : Parti pour un gouvernement honnête (bouddhiste) ; PSDJ : le parti a conservé en japonais son nom traditionnel de Shakaïto (Parti socialiste) mais a modifié la traduction officielle en anglais pour Social Democratic Party of Japan. Ligue S-D : Ligue social - démocrate ; PCJ : Parti communiste ; PR : Parti du Renouveau ; NPJ : Nouveau Parti du Japon.
1. Y compris les candidats « indépendants » affiliés qui rejoignent le parti s'ils sont élus.

engagé depuis la fin des années 1970, au point qu'il devenait possible à certains éléments de l'élite conservatrice d'envisager d'admettre ces partis, en cas de besoin, dans le cercle du pouvoir¹.

Dans le même temps, la globalisation de l'économie mondiale a remis en question le système de protection, de régulation et de collusion administré par le fameux « triangle d'airain » (bureaucratie, PLD, grand patronat) sur lequel repose l'économie japonaise. Elle a exacerbé les divergences d'intérêt au sein du patronat dont la fraction la plus moderne aurait cherché à secouer l'emprise d'un parti gouvernemental trop favorable aux situations acquises et aux électors archaïques : payannerie et petit commerce. Les grandes entreprises les plus internationalisées s'impacientaient devant l'incapacité des politiciens à asseoir la position du Japon dans le nouvel ordre mondial². Les intérêts de ce patronat, partisan de la libéralisation et de la déréglementation, coïncidaient avec ceux des partenaires étrangers du Japon, au premier rang desquels les Etats-Unis, qui auraient sciemment cherché à déstabiliser le gouvernement de Kiichi Miyazawa (1991-1993)³. Ils épousaient aussi les intérêts des électeurs-consommateurs urbains, ceux-là, précisément, qui ont porté au PLD le coup fatal.

LES DYSFONCTIONNEMENTS INTERNES DU PLD

D'un point de vue général, cette explication de la déstabilisation du PLD est séduisante. Toutefois, depuis trente-huit ans, ce parti avait su faire face aux changements de conjoncture les plus dramatiques : sa capacité d'adaptation a pu être définie comme le trait essentiel d'un parti qui avait poussé à la perfection l'art de surmonter les crises par la distribution de « compensations » massives et ciblées aux catégories dont le soutien électoral s'avérait déterminant⁴. Qu'il s'agisse des modifications de la donne géostratégique mondiale, de la modernisation exigée par la globalisation économique et les pressions extérieures, du ralentissement de la croissance, du mécontentement patronal ou des scandales, il n'y a rien là que le PLD n'avait déjà affronté avec succès. Pourquoi donc, cette fois, n'y a-t-il pas réussi ?

La question se pose d'autant plus qu'il n'apparaît pas que le soutien populaire lui ait massivement fait défaut. Le 18 juillet 1993, l'électorat conservateur est resté remarquablement fidèle à ses élus dans chaque circonscription. En ce sens, le cas japonais est très différent du cas italien, car le parti gouvernemental japonais conservait la ressource la plus nécessaire pour faire face à la conjoncture : le soutien des citoyens.

1. Inoguchi Takashi, art. cité, p. 445-446.

2. Kaku Ryuzaburo, « Perestroïka in Japan », *Washington Quarterly*, 15 (3), été 1992, p. 5-14 ; Peter Drucker, « The end of Japan Inc. ? An economic monolith fractures », *Foreign Affairs*, printemps 1993, p. 10-15 ; Léonard SILK, Tom KONO, « Sayonara Japan Inc. », *Foreign Policy*, 93, hiver 1993, p. 115-131.

3. Inoguchi Takashi, art. cité, p. 449-450 ; également « Fuhai no Kozo : Nihon to Italia » (Structure de la corruption : le Japon et l'Italie), *This is Yomiuri*, août 1993, p. 76-84.

4. Thèse magistralement illustrée par Kent Calder, *Crisis and compensation. Public policy and political stability in Japan, 1949-1986*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

Concrètement, le PLD a perdu la majorité avant le scrutin, à cause de la défection de 46 parlementaires qui dénonçaient son incapacité à trouver une issue au débat sur la «réforme politique» (*seiji kaikaku*), nourri par la succession des scandales qui ont paralysé les gouvernements Kaifu (1989-1991) et Miyazawa (1991-1993). Bien loin de la problématique du nouvel ordre mondial, les causes immédiates de la chute du PLD résident dans ses dysfonctionnements internes touchant à la gestion de ses rivalités internes et au financement de ses élus.

Précisément sur ces deux points, le parti gouvernemental a connu des transformations majeures depuis une vingtaine d'années¹. D'une part, après avoir frisé l'éclatement en 1976 et 1979-1980², il a mis en place des procédures de plus en plus sophistiquées pour réguler la compétition entre les clans du parti: il semble qu'elles se soient finalement révélées dysfonctionnelles par l'excès même des contraintes qu'elles imposaient au jeu des ambitions³. D'autre part, les besoins financiers des hommes politiques se sont accrus démesurément, alors même que la révision de la loi sur les fonds politiques (1976) désorganisait leurs réseaux de financement: le PLD n'a pu contenir ni l'anarchie croissante qui prévalait dans la collecte des fonds, ni l'inflation des coûts politiques, dans des limites tolérables pour l'opinion et pour ses propres parlementaires. Ces deux points sont essentiels pour expliquer son éclatement, alors que sa capacité électorale semblait à peu près intacte malgré les aléas de la conjoncture.

LES DÉFAILLANCES DU PROCESSUS DE DÉCISION

A mi-chemin du plan d'explication le plus général (le nouvel ordre mondial) et du plus particulier (les dysfonctionnements internes du PLD), on peut aussi se demander, en se référant aux thèses de K. Calder, si le PLD ne s'est pas trouvé dans l'incapacité de gérer la crise conjoncturelle par le moyen traditionnel des «compensations» aux catégories dont le soutien lui était nécessaire. A travers toutes les évolutions qui ont bouleversé la société japonaise depuis 1955, il s'est maintenu au pouvoir en élargissant constamment le cercle de ses clientèles jusqu'à devenir un *catch all party* très large⁴. Mais comme le nombre des parties prenantes aux bénéfiques qu'il distribuait n'a cessé d'augmenter, leurs intérêts

1. Jean-Marie Bouissou, «Le système politique japonais à l'aube des années 1990», *France-Japon Eco.*, 44 et 45, 1990, p. 50-58 et p. 51-59.

2. En 1976, à la suite du scandale Lockheed, six parlementaires quittent le PLD pour fonder le Nouveau Club libéral. Le NCL n'aura jamais plus de dix-huit élus et rejoindra le PLD en 1986. En mai 1980, le Premier ministre Masayoshi Ohira est renversé par une coalition entre ses rivaux du PLD et l'opposition.

3. Voir Kohno Masaru, «Rational foundations for the organization of the LDP», *World Politics*, 44 (3), avril 1992, p. 369-387; SATO Seizaburo, Matsuzaki Tetsuhisa, *Jiminto Seiken* (Le gouvernement du PLD), Tokyo, Chuo Koronsha, 1986.

4. Gerald L. Curtis, *The Japanese way of politics*, New York, Columbia University Press, 1988, p. 202-212; Watanuki Joji, «Social structure and voting behavior», dans Scott C. Flanagan et al, *The Japanese voter*, New Haven, Yale University Press, 1991, p. 49-83; Curtis H. Martin, Bruce Stronach, *Politics East and West. A comparison between Japanese and British political culture*, Londres, M.E. Sharpe, 1992, p. 189-196.

Tableau 2. Les élections générales au Japon = 1980-1990 (en % du corps électoral)

	1980*			1983			1986*			1989		1990
	Sénatoriales		Législatives	Sénatoriales		Législatives	Sénatoriales		Législatives	Sénatoriales		Législatives
	N	L		N	L		N	L				
Corps électoral	80 925 034		83 682 416	84 252 602		86 426 845		89 893 457		90 322 908		
Abstentions	25,4		43	32,1		28,6		35		26,7		
PLD**	29,4	37,8	36,8	19,6	25,3	33,2	25,6	34,8	39,3	17,05	23,1	37,5
PSJ**	9,9	15,7	15,2	9,1	13,4	13,8	11,4	15,35	12	21,9	24,9	18,95
Komeito**	8,2	3,5	6,9	8,7	4,3	6,8	8,6	2,95	6,6	6,8	3,2	5,9
PSD**	4,2	3,6	4,8	4,65	4,1	4,9	4,5	4,9	4,5	3	2,3	3,5
PCJ	5	8,4	7,1	4,95	5,8	6,3	6,3	7,65	6,1	4,4	5,5	5,8
Votes hors système	12,5	1,1	2,4	8,6	2,3	2,6	10	1,45	1,15	9,35	4,3	1,15
Refus de vote dans la circonscription nationale, blancs, nuls	5,4	4,5	1,6	1,4	1,8	0,5	5	4,3	1,4	2,5	1,7	0,5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Calculs de l'auteur d'après les statistiques électorales de l'*Asahi Shimbun*.

* « Elections doubles » : les électeurs sont convoqués le même jour pour les deux scrutins.

** Y compris les candidats indépendants affiliés. Les voix du Nouveau Club libéral (scission néo-conservatrice) en 1980, 1983 et 1986 sont comptabilisées « hors-système ». Les voix de la Ligue social-démocrate sont comptabilisées avec celles du PSJ, comme celles des candidats de la confédération syndicale Rengo (1989 et 1992).

N : Résultats obtenus au scrutin de liste proportionnel dans la circonscription nationale (depuis 1983).

L : Résultats obtenus au scrutin uninominal dans les 47 circonscriptions régionales.

Chiffres en italiques : Minimum constaté sur la période (noyau dur partisan; électoral législatif fidèle).

Chiffres en gras : Résultats peu significatifs (obtenus dans un nombre réduit de circonscriptions).

seraient devenus de moins en moins compatibles, jusqu'à ne plus pouvoir être articulés dans le cadre d'un seul parti. Dans cette hypothèse, la recomposition politique traduirait la volonté des différents groupes de pression et des différentes catégories sociales d'être mieux servis par des formations plus spécifiquement représentatives de leurs intérêts particuliers. Elle enterrerait ainsi le mythe qui veut réduire la société japonaise à une immense classe moyenne, à défaut de marquer un quelconque retour à la lutte des classes.

Cette hypothèse renvoie à une question très controversée : qui décide au sein du « triangle d'airain » ? Longtemps, la thèse de la toute-puissance de l'administration a prévalu, souvent accompagnée de jugements très positifs sur sa compétence et son sens de l'intérêt national. Mais aujourd'hui, les analystes reconnaissent aux hommes politiques une place beaucoup plus grande qu'auparavant. Les « tribus » (*zoku*) de parlementaires spécialisés, agissant au sein du Comité pour l'élaboration des politiques du PLD (*Seimuchôsakai*), sont apparues comme des acteurs déterminants dans la formulation des politiques, y compris pour les questions les plus techniques¹.

On peut dès lors se demander si l'intrusion croissante des parlementaires, dont les intérêts sont par nature attachés à ceux de leur électorat particulier alors que le PLD devait accommoder des clientèles de plus en plus larges, n'a pas diminué l'efficacité du processus de décision. En l'empêchant de procéder au tri nécessaire pour traiter la masse des demandes contradictoires, elle aurait réduit sa capacité à gérer la nouvelle conjoncture née de la « globalisation » de l'économie, et ses conséquences sociales au Japon. De même, elle l'aurait empêché de réagir en temps utile au bouleversement des équilibres internationaux, à commencer par la crise du Golfe, où l'effacement du Japon a engendré une frustration nationale dont le parti gouvernemental, dans une certaine mesure, a pu faire les frais².

Ainsi, l'explication de la chute du PLD serait à chercher dans le dysfonctionnement du mode particulier de gestion des crises qui lui a

1. Pour la thèse de la prépondérance absolue des hommes politiques, voir Mark Ramseyer, Frances McCall-Rosenbluth, *Japan's political marketplace*, Cambridge, Harvard University Press, 1993. Plus nuancés, Fukui Haruhiro, « The policy research council of Japan's LDP: policy making role and practice », *Asian Thought and Society*, mars 1987, p. 3-30 ; Hayao Kenji, *The Japanese Prime Minister and public policy*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 1993 ; Muramatsu Michio, « Bureaucrats and politicians in policymaking: the case of Japan », *American Political Science Review*, 78 (1), mars 1984, p. 126-146 ; Sone Yasunori, « Le rôle des commissions consultatives dans la décision politique au Japon », *Ebisu*, 1, été 1993, p. 49-69. Pour la thèse contraire, voir, entre autres, Ezra Vogel, *Modern Japanese organization and decision-making*, Tokyo, Charles A. Tuttle, 1975 ; Chalmers Johnson, « Japan: who governs ? », *Journal of Japanese Studies*, automne 1975, p. 1-28, et *MITI and the Japanese miracle*, Stanford, Stanford University Press, 1982. Pour la thèse de relations équilibrées de dépendance mutuelle au sein d'un « triangle du pouvoir », voir, entre autres, Yanaga Chitose, *Big business in Japanese politics*, New Haven, Yale University Press, 1968 ; Tsurutani T., *Political change in Japan*, New York, David McKay, 1977.

2. Voir, par exemple, l'interview d'Ozawa Ichiro, le fondateur du parti du Renouveau, dans *Far Eastern Economic Review*, 6 mai 1993, p. 24-25.

permis de se maintenir si longtemps au pouvoir, et dans celui du processus de décision à travers lequel il fonctionnait. Le PLD aurait été victime d'une « surcharge » à la fois structurelle (liée à l'élargissement constant des clientèles admises à recevoir des « compensations ») et conjoncturelle (liée à l'intensité et à la rapidité des bouleversements de l'ordre mondial).

Il va de soi que cette hypothèse et les deux précédentes ne s'invalident pas mutuellement. Toute explication à la chute du PLD doit les combiner. Toutefois, dans la mesure où ils sont peut-être moins connus du lecteur, nous privilégierons ici l'analyse des facteurs internes au système politique japonais.

L'ÉLECTORAT JAPONAIS ET LE CHANGEMENT. MÉCONTENTEMENT ET STABILITÉ

MESURE DU MÉCONTENTEMENT DANS L'ÉLECTORAT JAPONAIS AU COURS DE LA DÉCENNIE 1980

Le 18 juillet 1993, les candidats (y compris indépendants) soutenus par les trois nouveaux partis qui appelaient à une transformation du système politique — le parti du Renouveau (PR), l'Avant-Garde et le Nouveau Parti du Japon (NPJ) — ont recueilli 14 133 745 voix (tableau 2). Toutefois, si l'on en déduit les *jiban* conservateurs préexistants¹, environ 8 400 000 électeurs seulement se seraient vraiment mobilisés pour le changement, soit 8,9 % du corps électoral, et 13,3 % des votants.

Ces chiffres sont identiques à ceux qui ont été régulièrement obtenus, dans la décennie 1980-1990, par l'ensemble des partis « hors-système » aux élections sénatoriales où le mode de scrutin en vigueur dans la circonscription nationale minimise l'influence des machines électorales et permet à un grand nombre de formations d'entrer dans la compétition². Rassemblements d'intellectuels libéraux, « mini-partis d'une seule cause »

1. On appelle *jiban* (littéralement: la base, la fondation) la clientèle personnelle d'un élu japonais. En 1990, les 46 sortants du PR et de l'Avant-Garde avaient réuni environ 4 200 000 voix sous l'étiquette PLD. Les candidats des nouveaux partis « expérimentés » (déjà présents à ces législatives, le plus souvent comme conservateurs indépendants) en totalisaient environ 1 560 000. Les nouveaux partis disposaient donc d'un *jiban* de quelque 5 760 000 électeurs foncièrement conservateurs. Très peu semblent avoir fait passer leur préférence partisane (pour le PLD) avant la fidélité traditionnelle à « leurs » candidats, qui avaient de surcroît le vent en poupe. A preuve: dans les circonscriptions des scissionnistes, y compris dans ses fiefs ruraux les plus solides, le PLD ne voit pas son électorat augmenter de manière statistiquement significative.

2. Le Sénat est renouvelé par moitié tous les trois ans, au suffrage universel. Soixante-seize sièges sont attribués dans quarante-sept circonscriptions régionales, au scrutin uninominal à un tour, et cinquante dans une circonscription nationale unique, au scrutin proportionnel de liste (depuis 1983). Chaque électeur dispose de deux bulletins de vote. En 1989, quarante formations ont présenté des listes, alors que le choix aux législatives, comme dans les circonscriptions régionales, est pratiquement limité aux cinq grands partis du système.

(*mini seito*) enracinés dans les mouvements de la société civile ou formations plutôt folkloriques autour d'une personnalité médiatique¹, ils ont mobilisé entre 8,6 % et 12,5 % du corps électoral (entre 14 % et 16,7 % des votants) au cours de la décennie 1980-1990. Ce chiffre coïncide avec celui (10 %) des personnes interrogées par les sondages vers le milieu de la décennie qui refusent absolument de nommer un parti qui aurait leur préférence, même relative².

Mais même chez les électeurs qui votent « dans le système », le mécontentement est flagrant. Dans la circonscription nationale des sénatoriales, il se traduit par des transferts massifs de voix entre les partis établis. En 1989, 6,8 millions d'électeurs abandonnent le PLD (soit 31 % de ceux qui avaient voté pour lui en 1986), 2,5 millions les centristes (22 %) et 1,47 million le Parti communiste (27 %). Au total, 18 % de ceux qui avaient voté « dans le système » en 1986 changent d'allégeance, pour l'essentiel au profit du Parti socialiste (PSJ). Mais en 1992, c'est lui qui s'effondrera en perdant 8,4 millions de voix.

Ces résultats attestent l'existence d'un « noyau dur de mécontentement » tout au long de la décennie. Entre le vote « hors-système » (15 % des suffrages exprimés) et celui qui oscille brutalement entre les différents partis établis (18 %), c'est plus du tiers des votants qui forment le parti des mécontents et des indécis à chaque élection sénatoriale.

LE BLOCAGE DE LA SITUATION AUX LÉGISLATIVES

Pourtant, les mécontents semblent disparaître aux élections législatives. Le vote « hors système » n'y est presque jamais possible, faute de choix. Mais là où il est possible, il ne retrouve pas son niveau des sénatoriales³. Par opposition à la volatilité dont ils font preuve aux sénatoriales, les électeurs changent ici très peu de camp (tableau 2).

Ainsi, en 1986, les conservateurs gagnent cinq millions de voix par rapport à 1983, mais l'opposition n'en perd que 500 000. Le PLD semble progresser presque exclusivement en mobilisant les abstentionnistes (la participation a augmenté de 3,5 points). En 1990, c'est le PSJ qui gagne 6 200 000 suffrages. Mais les conservateurs en gagnent aussi 400 000. Les socialistes ont progressé aux dépens des autres partis d'opposition, qui perdent 1 260 000 électeurs, et surtout parce que la participation augmente encore de deux points. Tout se passe comme si aucun camp ne pouvait mordre sur l'autre. Lorsqu'un parti modifie le statu quo à son

1. Pour plus de détails, voir Ronald J. Hrebemar, *The Japanese party system*, Londres, Westview Press, 1986, p. 209-231.

2. Gerald L. Curtis, *The Japanese way*, *op. cit.*, p. 200.

3. A Tokyo, 12,7 % des inscrits votent « hors système » aux sénatoriales de 1983, mais seulement 8 % aux législatives, bien que le Nouveau Club libéral s'aligne dans dix circonscriptions sur onze. A la « double élection » de juillet 1986, les trois quarts seulement de ceux qui votent « hors système » aux sénatoriales font de même aux législatives, surtout au profit du NCL. La déperdition des suffrages protestataires est du même ordre dans la région voisine de Kanagawa. Ce sont les seules régions où les candidats « hors système » sont assez nombreux aux législatives pour permettre la comparaison.

avantage, c'est en faisant sortir de l'abstention 5 % ou 6 % du corps électoral.

Les explications les plus diverses ont été avancées à ce sujet. Beaucoup se fondent sur les particularités supposées de la culture politique japonaise, où le citoyen serait aveuglément attaché à son élu par des liens de fidélité personnelle et de « dette morale » (*giri*)¹. D'autres insistent sur l'effacement des idéologies dans la société des « nouvelles masses moyennes », qui laisserait les pratiques clientélistes et corporatistes commander le vote². D'autres mettent en avant le système électoral qui rend très difficile l'entrée de nouveaux venus dans les circonscriptions et qui pérennise l'électorat des petites formations obsolètes (Parti social-démocrate (PSD), PCJ) en leur assurant des sièges³. D'autres enfin attirent l'attention sur les formes d'encadrement de l'électorat, mises au point dans les années 1960, qui n'ont d'équivalent dans aucune grande démocratie contemporaine⁴. D'évidence, chacun de ces facteurs contribue à expliquer le blocage de la situation aux élections législatives en dépit de la présence d'un fort pourcentage d'électeurs mécontents ou indécis.

LES CINQ CATÉGORIES D'ÉLECTEURS JAPONAIS DANS LA DÉCENNIE 1980

Les analyses qui précèdent montrent que l'électorat japonais, dans les années 1980-1990, se divise en cinq catégories (graphique 1). *Les abstentionnistes irréductibles* représentent 25,5 % de cet électorat, et *les protestataires*, qui votent « hors-système » chaque fois qu'ils en ont l'occasion, au minimum 8,5 %. A l'opposé, *les électeurs toujours fidèles à leur parti*, quels que soient le type d'élection et la conjoncture, sont environ 40 %. Ce chiffre rejoint celui des personnes interrogées par des sondages vers le milieu de la décennie, qui déclarent arrêter leur choix longtemps avant le scrutin⁵. Sur ce plan, l'opposition jouit d'un net avantage. Les inconditionnels du PLD représentent 17% des inscrits, mais ils sont 13,5 % pour la gauche (PSJ, 9,1 % ; PCJ, 4,4 %) et 9,8 % pour les centristes (Komeito¹, 6,8 % ; PSD, 3 %).

1. Le *giri* a été présenté (pour le pire plutôt que le meilleur) comme l'élément structurant central des conduites sociales au Japon par Ruth Benedict, *The chrysanthemum and the sword. Patterns of Japanese culture*, Boston, Houghton Mifflin, 1946. Pour une, parmi les nombreuses, explications systématiques des conduites politiques au Japon par la culture traditionnelle, voir Yanaga Chitose, *Japanese people and politics*, New Haven, Yale University Press, 1968.

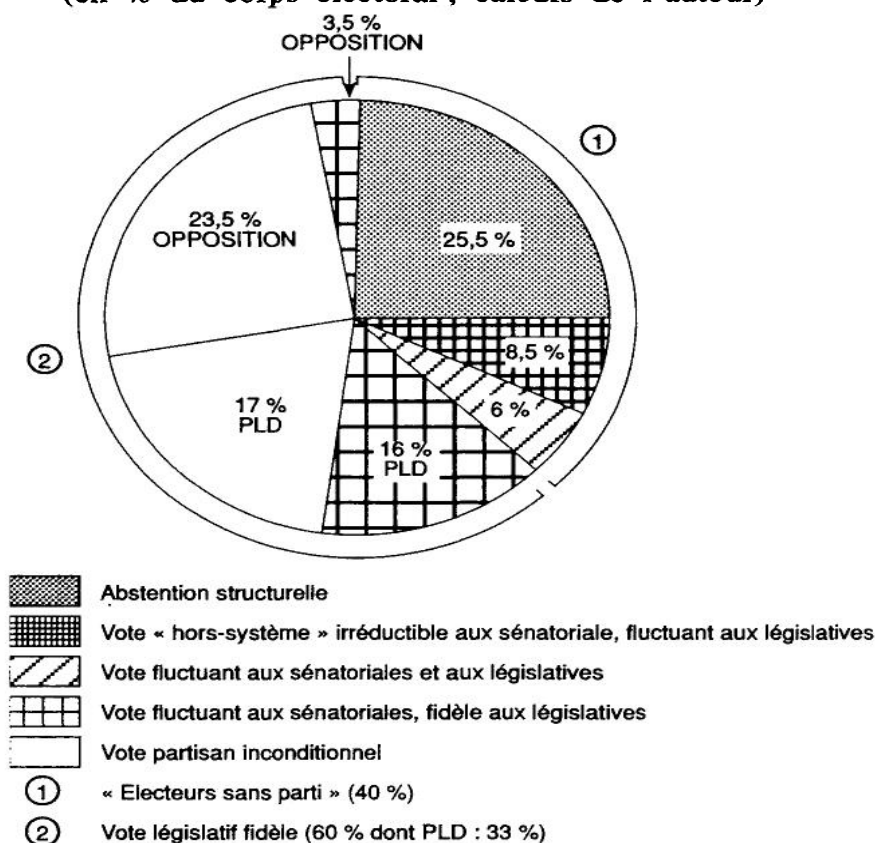
2. Murakami Yasusuke, « The age of new middle-mass politics. The case of Japan », *Journal of Japanese Studies*, 8 (1), hiver 1982, p. 29-72.

3. Notamment M. Ramseyer, F. McCall-Rosenbluth, *op. cit.*, p. 17-46.

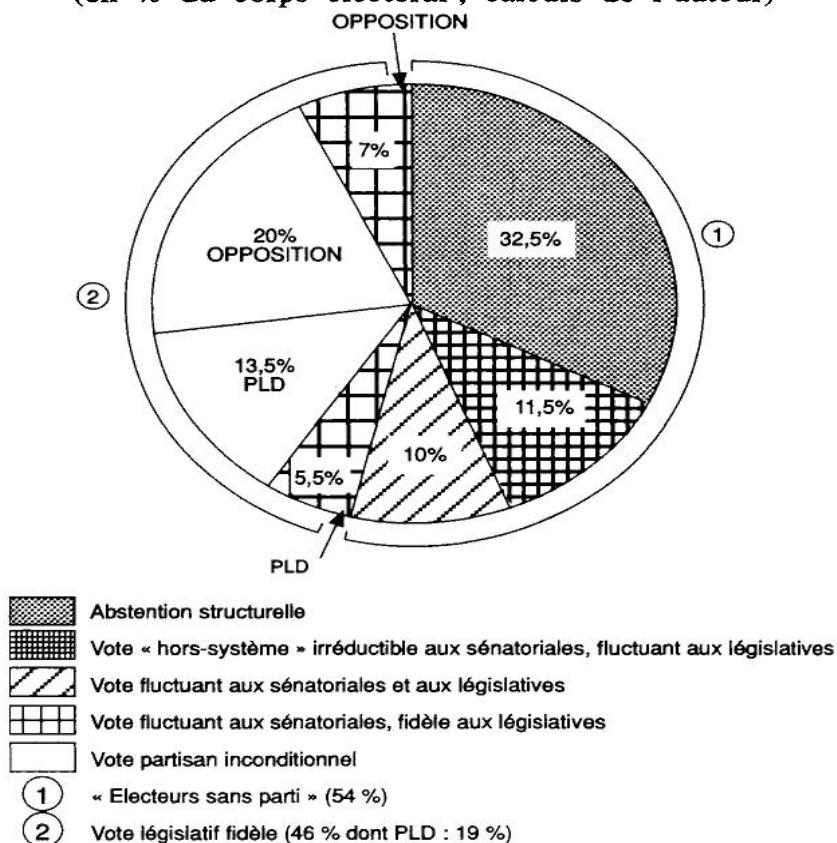
4. Les « associations de soutien » ou *koenkai*. L'étude classique est celle de Gerald Curtis, *Election campaigning, Japanese style*, New York, Columbia University Press, 1971 ; Jean-Marie Bouissou, « La politique conviviale au quotidien. Une étude des machines électorales des parlementaires japonais », dans J.-M. Bouissou (dir.), *L'envers du consensus. Les conflits et leur gestion dans le Japon contemporain*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, à paraître.

5. G. Curtis, *The Japanese way...*, *op. cit.*, p. 202 ; voir également un sondage du *Yomiuri Shimbun* (23 juin 1993) : 60,6 % des électeurs n'avaient pas fixé leur choix à trois semaines du scrutin.

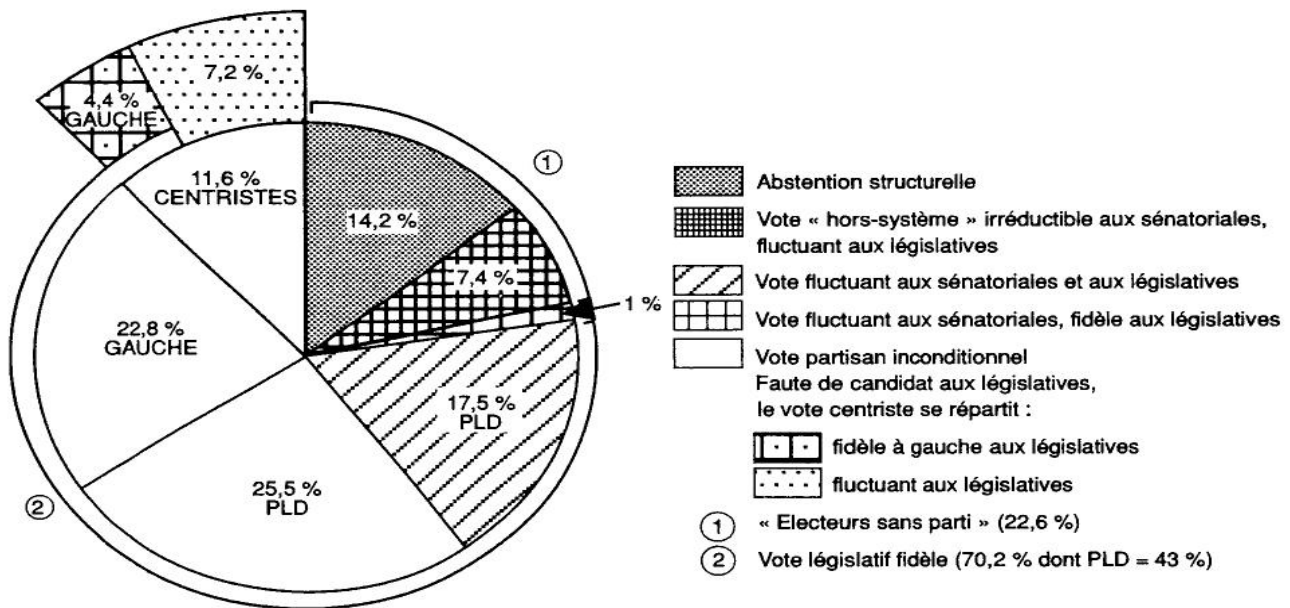
Graphique 1. L'électorat japonais dans la décennie 1980
(en % du corps électoral ; calculs de l'auteur)



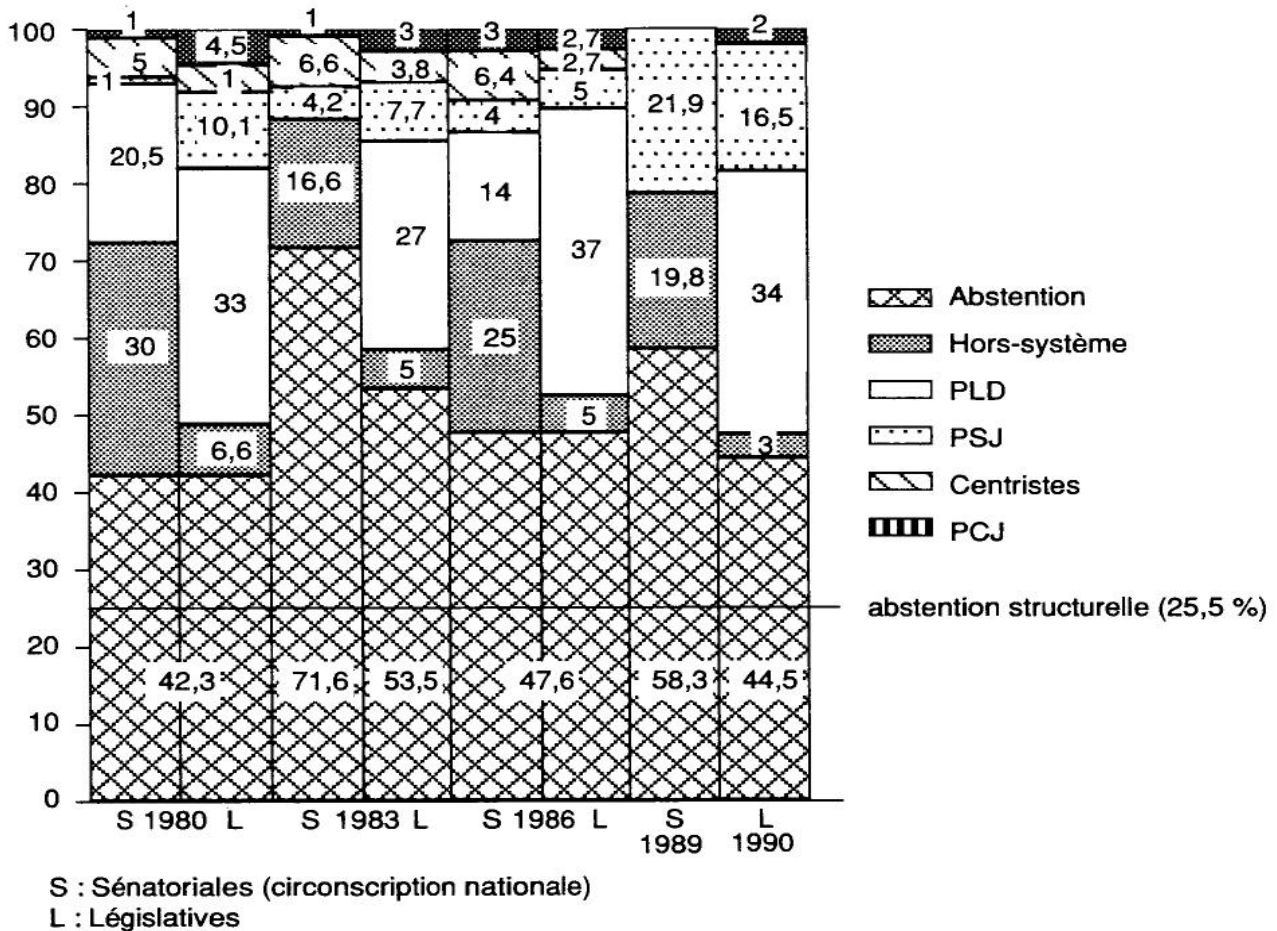
Graphique 2. L'électorat urbain japonais dans la décennie 1980 : Tokyo
(en % du corps électoral ; calculs de l'auteur)



Graphique 3. L'électorat rural japonais dans la décennie 1980 : Tottori
(en % du corps électoral ; calculs de l'auteur)



Graphique 4. Le choix des électeurs « vraiment fluctuants » : 1980-1990
(en % des électeurs « vraiment fluctuants » ; calculs de l'auteur)



Inversement, pour *les électeurs toujours fidèles à leur camp aux législatives*, les conservateurs l'emportent par plus de 33 % contre moins de 18 % à la gauche (PSJ, 12 % ; PCJ, 5,8 %) et environ 9 % aux centristes². Compte tenu de l'incertitude relative à ces derniers, environ 60 % des Japonais sont fidèles aux législatives, soit 80 % de ceux qui vont aux urnes. Ce chiffre recoupe celui des personnes qui déclarent soutenir, à des degrés variés, l'un ou l'autre des cinq partis du système³.

L'électorat flottant peut être estimé de plusieurs manières. Déduction faite du vote partisan inébranlable et de l'abstention irréductible, environ le tiers des inscrits s'avèrent relativement concernés (ils votent au moins épisodiquement) et mécontents (ils votent « contre » ou changent de camp aux sénatoriales). Mais, compte tenu de ceux qui ne changent jamais d'allégeance aux législatives, *les électeurs « vraiment fluctuants »* (ceux qui votent « contre » à chaque sénatoriale et changent de camp aux législatives) représenteraient environ 14,5 % de l'électorat, soit environ 20 % de ceux qui sont susceptibles d'aller voter au moins épisodiquement.

Cet électorat a été bien étudié⁴. Il est urbain, éduqué, bien informé, jeune et travaille dans le tertiaire moderne. Il est exceptionnellement puissant à Tokyo et dans les préfectures voisines dont les cités-dortoirs accueillent les salariés de la mégalopole où il représente presque 22 % des électeurs (graphique 2) contre seulement 7,5 % dans une préfecture rurale homogène comme Tottori (graphique 3). Il se caractérise par un cynisme qui l'incline volontiers vers un conservatisme de confort, par la sensibilité aux effets de mode caractéristique de la culture dite « postmoderne »⁵, et par une « mentalité de consommateur » qui va contre la priorité accordée traditionnellement par les pouvoirs publics aux intérêts des producteurs. En nombre absolu, ils sont entre onze et treize millions de citoyens qui oscillent de l'abstention à l'un ou l'autre camp (graphique 4) tout au long de la décennie, avec, toutefois, une préférence marquée pour le PLD. Ce sont eux qui, en se joignant aux *jiban* des élus en rupture de PLD, ont fait basculer le Japon dans une nouvelle ère politique.

Il faut souligner, cependant, que le vote mobilisé par les candidats des nouveaux partis en plus de leurs *jiban* traditionnels (moins de 9 % des inscrits) représente seulement 60 % de cet électorat « vraiment fluctuant » potentiel. Il est donc clair qu'ils n'ont pas été portés par une

1. Le Komeito a été créé par la secte bouddhiste Sokagakkai qui reste son principal soutien électoral et financier, et lui fournit ses cadres.

2. Comme les centristes ne présentent pas de candidats dans plus de la moitié des circonscriptions, leur électorat législatif fidèle est une notion incertaine.

3. G. Curtis, *The Japanese way...*, op. cit., p. 200.

4. Voir notamment Gary D. Allinson, « Japan's independent voters: dilemma or opportunity ? », *Japan Interpreter*, 11 (1), 1976, p. 36-53 ; Takabatake Michitoshi, « The challenge of the floating vote », *Japan Quarterly*, 39 (4), décembre 1992, p. 426-433.

5. Pour les caractéristiques de la sensibilité et des conduites dites « postmodernes », cf. David Harvey, *The condition of postmodernity*, Cambridge, Basil Blackwell, 1989, p. 4-65, et Jean-Marie Bouissou, « Is the Japanese political culture a post modern one ? », colloque franco-japonais, Université Keio, novembre 1993, à paraître.

Tableau 3. Les élections sénatoriales de 1992

	Circonscriptions locales			Circonscription nationale		
	Inscrits (%)	Exprimés (%)	Sièges	Inscrits (%)	Exprimés (%)	Sièges
PLD**	21,15	43,4	49	16	33,3	19
PSDJ*	11	22,6	12	9,25	19,3	10
Komeito	3,8	7,8	6	6,9	14,3	8
PSD**	2,15	4,5	2	2,4	6	3
PCJ	5,15	10,6	2	3,8	7,8	4
Hors-système						
Autres	5,4	11,1	6	5,9	11,3	2
Blancs, nuls	2,05			2,55		
Abstentions				49,3		

Source : *Asahi Shimbun*.

* Pour le PSDJ, y compris les voix de la confédération syndicale Rengo (circ.locales) et celles de la Ligue social-démocrate (circ.nationale)

** Y compris les candidats indépendants affiliés.

Chiffres en italiques : résultats peu significatifs (obtenus dans un nombre réduit de circonscriptions).

vague exceptionnelle de mécontentement. Les scandales, la dépression de l'économie, l'inquiétude des catégories menacées par son internationalisation ou la fin de la guerre froide n'ont pas permis au vote protestataire de s'accroître de manière perceptible dans les statistiques. Les explications de la chute du PLD par les bouleversements de l'ordre mondial, ou par une quelconque crise morale, sociale ou économique au Japon, s'avèrent donc insuffisantes.

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES DU 26 JUILLET 1992

La campagne pour ce scrutin est dominée par le thème de la réforme politique, en liaison avec le scandale Sagawa Kyubin qui rebondit depuis fin 1991, et par la controverse autour de la loi PKO¹, votée en juin par le PLD et les centristes malgré l'obstruction acharnée de la gauche. Les problèmes économiques restent pourtant prioritaires pour l'opinion publique. Mais, soit ils sont devenus des sujets tabous (ouverture du marché du riz) ou font l'objet d'un consensus formel (mesures de relance, déréglementation), soit ils ont déjà été tranchés (abolition de la loi de protection du petit commerce). La campagne se concentre donc sur la corruption et le problème de l'armée, éternels chevaux de bataille de la gauche. Elle reste dans l'ordre politique le plus traditionnel.

Un record historique d'abstention (49,3 %) sanctionne son décalage avec les préoccupations de l'opinion. Il traduit une perte massive de confiance à l'égard des partis établis (tableau 3). Sauf le Komeito, dont l'électorat est solidement encadré par la secte-mère, tous voient leur noyau partisan entamé. Le PSD perd un inconditionnel sur cinq, les communistes à peine moins, le PLD 7 %. Les socialistes sauvent leurs vingt-cinq sièges renouvelables, mais l'électorat flottant, qui s'était mobilisé autour d'eux en 1989, les abandonne massivement : ils perdent 8 400 000 voix. Au total, 2 800 000 inconditionnels ont déserté, ramenant le vote partisan solide à 38,3 % du corps électoral.

Le vote « hors système » atteint un record historique, avec 21,8 % des suffrages exprimés. Toutefois, compte tenu de la très faible participation, il ne dépasse toujours pas son niveau habituel de 10,5 % des inscrits. Du moins les protestataires ne se sont-ils pas démobilisés, alors que ceux qui ont abandonné les partis traditionnels semblent rejoindre dans l'abstention les électeurs flottants démobilisés. De plus — phénomène nouveau — le vote « contre » tend à se concentrer dans une proportion remarquable autour du Nouveau Parti du Japon (Nihon Shinto), créé à peine deux mois avant le scrutin par Morihiro Hosokawa, ancien sénateur PLD et gouverneur de la région de Kumamoto. Sa performance (8,05 % des voix) est très supérieure à celle de tous les « mini-partis » des années 1980-1990, même si elle est moins impressionnante en pourcentage du corps électoral (3,9 %), et même si elle n'est pas absolument

1. La loi dite *Peace Keeping Operations* autorise pour la première fois les Forces d'autodéfense japonaises à intervenir hors du territoire national, dans le cadre des missions de maintien de la paix de l'ONU.

sans précédent¹. Elle constitue aussi un phénomène nouveau parce que le NPJ se veut « parti généraliste », à la différence des *mini seito*. Son programme intègre l'ensemble des attentes de ces consommateurs urbains modernes qui forment le vote « vraiment fluctuant » et celles de la fraction libérale du patronat². En ce sens, son entrée en scène rappelle celle du Komeito, le seul parti qui ait réussi à s'implanter ex nihilo dans le système politique d'après guerre. Mais, pour ses débuts, celui-ci avait rassemblé 8,5 % de l'électorat et 12,7 % des voix aux sénatoriales de 1965. La performance du NPJ pâlit par comparaison.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 JUILLET 1993

UNE FAIBLE MOBILISATION POUR UN GRAND CHANGEMENT

Le 18 juillet 1993, les Japonais se voient proposer la possibilité de voter « hors-système » dans 84 % des circonscriptions³, grâce à l'entrée en scène du parti du Renouveau et de l'Avant-Garde, qui forment avec le NPJ une nébuleuse que les médias baptisent « nouveaux partis » (*shin seito*). Mais si leur rhétorique appelle à « rendre le pouvoir aux citoyens » en élisant « des amateurs aux mains propres », la sociologie de leurs élus (les trois quarts de leurs nouveaux députés ont un passé d'élus locaux conservateurs) atteste leur caractère essentiellement néo-conservateur. Et si le PR et l'Avant-Garde concluent un pacte solennel avec l'opposition traditionnelle (à l'exclusion du PCJ) pour chasser le PLD du pouvoir, le NPJ refuse de s'y associer.

Dans ces conditions, les enjeux sont brouillés. Le tabou et le consensus continuent à reléguer les problèmes économiques au second plan. Sur les problèmes extérieurs, les partis de la coalition anti-PLD, notamment le PR et le PSJ, ont des conceptions diamétralement opposées. Sur la « réforme politique », l'opposition traditionnelle est depuis toujours contre les circonscriptions à siège unique et pour l'interdiction des contributions politiques aux entreprises; les rênégats du PLD ont des positions exactement inverses. Et sur les thèmes favoris des « nouveaux partis » — déréglementation, défense du consommateur — le PLD peut se targuer d'agir à sa manière depuis des années.

Le maintien de la majorité du PLD n'est pas l'enjeu, puisqu'il l'a déjà perdue du fait des scissions. Personne ne croit qu'il regagnera 35

1. Le meilleur score d'un mini-parti a été celui du Salaryman Shinto romain en 1983 avec 4,3 % des voix (2,4 % des inscrits). En 1974, avec un mode de scrutin différent (uninominal) qui éparpillait la protestation sur une multitude de candidats indépendants, on avait pourtant observé la concentration de 5 % des inscrits (6,8 % des votants) autour de deux personnalités « antisystème ».

2. Voir Hosokawa Morihiro, *Time to act is now. Thoughts for a new Japan*, Tokyo, NTT, 1993.

3. Le NPJ présente 55 candidats, le PR 69 et l'Avant-Garde 16. De plus, 11 candidats indépendants sont « recommandés » par l'un ou l'autre des nouveaux partis. Au total, ils sont présents dans 108 circonscriptions sur 129.

Tableau 4. Le vote pour les « nouveaux partis » (18 juillet 1993)

	Circonscriptions rurales	Circonscriptions semi-rurales	Circonscriptions semi-urbaines	Circonscriptions urbaines	Total
Candidats					
- sortants	7	19	11	9	46
- expérimentés	4	10	14	8	36
- nouveaux	1	17	12	38	68
	<u>12</u>	<u>46</u>	<u>37</u>	<u>55</u>	<u>150</u>
Sièges					
- conservés	7	18	10	9	44
- gagnés	4	16	14	35	69
	<u>11</u>	<u>34</u>	<u>24</u>	<u>44</u>	<u>113</u>
Suffrages					
(A) « Jiban »	698 563	1 994 541	1 619 423	1 449 346	5 761 873
(B) gagnés	481 006	1 728 498	1 653 373	4 538 995	8 401 872
	<u>1 179 569</u>	<u>3 723 039</u>	<u>3 272 796</u>	<u>5 988 341</u>	<u>14 163 745</u>
B/A	0.7	0.86	1.02	3.1	1.45

Calculs de l'auteur d'après l'Asahi Shimbun.

sièges pour la retrouver, et cela répond au vœu de l'opinion : selon les sondages, jusqu'à 95 % des personnes interrogées ne veulent plus d'un gouvernement PLD monolithique¹. Mais pour lui succéder, seule une minorité ose souhaiter le gouvernement sans PLD proposé par la coalition. Quant à la «réforme politique» qu'elle exige, les électeurs en approuvent le principe, mais ils se perdent parmi les propositions concrètes et ne croient pas à leur efficacité², tant la succession des scandales nourrit une défiance générale à l'égard de la classe politique.

Paradoxalement, les conditions sont donc très défavorables à une forte mobilisation, alors même que le Japon connaît un tournant majeur de son histoire politique. A cela s'ajoute le désarroi des électeurs les plus inconditionnels des deux principaux partis. Les agriculteurs et les petits commerçants savent que le PLD est en train de les abandonner à la modernisation. Côté socialiste, la confédération syndicale Sôhyô, organiquement liée au PSJ, a fusionné avec ses rivales modérées. Et le virage à droite du parti, qui a abandonné un à un les thèmes fondateurs de l'identité du peuple de gauche japonais au cours de la décennie 1980, lui aliène les électeurs les plus fidèles à son idéologie traditionnelle³.

Tous ces facteurs se combinent pour ramener la participation à son niveau historique le plus bas : 62,27 %, en recul de 6,05 points sur 1990. L'effet mobilisateur des nouveaux partis semble donc faible à première vue. Sans doute, la participation a reculé davantage en moyenne dans les circonscriptions où ils ne se présentaient pas (- 7,2), mais, dans la moitié d'entre elles, elle a diminué sensiblement moins que la moyenne nationale.

LA VICTOIRE RELATIVE DES «NOUVEAUX PARTIS»

Avec 21,2 % des suffrages (22,5 % en comptant leurs candidats «indépendants»), les trois partis néo-conservateurs (le parti du Renouveau, l'Avant-Garde et le NPJ) deviennent la deuxième force politique du pays (tableau 4). Partout, leurs *jiban* ont suivi sans état d'âme les députés qui quittaient le PLD⁴. Grâce à eux, le parti du Renouveau et l'Avant-Garde disposent d'une base solide dans les circonscriptions rurales et semi-rurales d'où proviennent 60 % des scissionnistes⁵. Mais ils doivent leur victoire aux circonscriptions des grandes villes, qui leur

1. Sondage *Yomiuri Shimbun*, 3 juin 1993.

2. 57 % des personnes interrogées veulent une réforme électorale rapide, mais 68 % déclarent qu'elle ne rétablira pas leur confiance dans le système politique (*Asahi Shimbun*, 1^{er} juin 1993)

3. Pour l'ensemble de ces évolutions, voir J.-M. Bouissou, «Le Japon en difficulté?» *RAMSES 93. Le monde et son évolution*, Paris, Dunod, 1993.

4. Seuls deux scissionnistes ont perdu leurs sièges, dans des conjonctures extrêmement défavorables. A Kumamoto 1, l'un a été victime du raz-de-marée suscité par la candidature de Morihiro Hosokawa, qui a siphonné à lui seul le tiers des suffrages. L'autre a échoué de 169 voix à Oita 2, où un siège avait été supprimé.

5. A l'instar d'Ichiro Ozawa et Tsutomu Hata, les deux leaders du parti du Renouveau, et de Masayoshi Takemura, fondateur de l'Avant-Garde, élus de trois circonscriptions très rurales (Iwate 2, Nagano 2 et Shiga).

Tableau 5. La représentation politique selon la nature socio-économique des circonscriptions

	Rurales		Semi-rurales		Semi-urbaines		Urbaines	
	% exprimés	Sièges	% exprimés	Sièges	% exprimés	Sièges	% exprimés	Sièges
PLD	53 %	43	50 %	101	37,9 %	51	26,3 %	38
Nouveaux partis	19,9 %	11	18,5 %	34	22 %	24	26,8 %	44
dont PR	(12,2 %)	7	(11,8 %)	21	(10,2 %)	12	(7,8 %)	15
Avant-Garde		3		4		2		4
Indépendants		1		5	(7,5 %)	6	(15,2 %)	23
		—		4		4		2
PSD	2 %	1	5,2 %	7	5 %	6	3 %	5
Komeito	1 %	1	3 %	8	9,4 %	14	15,1 %	29
PSDJ	16,4 %	11	17,1 %	25	16,2 %	19	15,2 %	19
PCJ	5 %	—	4,8 %	1	7,9 %	3	11,2 %	11
Divers	2,7 %	2	1,4 %	1	1,6 %	1	2,4 %	1
Total	100 %	69	100 %	177	100 %	118	100 %	147

Calculs de l'auteur d'après le *Asahi Shimbun*.

donnent plus de 70 % des 69 sièges qu'ils ont conquis (tableau 5). Ils deviennent la première force politique dans la mégalopole tokyoïte¹ où ils recueillent près de 29 % des voix, avec des records de 33,4 % et de 34,2 % à Chiba et Kanagawa dont les cités-dortoirs abritent les salariés du tertiaire urbain. Ils y comptent 35 députés, contre 29 au PLD (- 15), 6 au PSJ (- 20), 17 au Komeito (+ 2) et 7 au PCJ (+ 2). Dans la conurbation Osaka-Kobe-Kyoto², ils obtiennent 24 % des suffrages et 15 sièges contre 15 au PLD (- 10), 8 au PSJ (- 4), 13 au Komeito (+ 1), 6 au PCJ (- 1) et 2 au PSD (inchangé).

Les grandes villes se sont relativement mobilisées. La participation y a reculé moins que dans le reste du pays (- 5,04 points à Tokyo, - 4,75 à Kanagawa, - 3,05 à Osaka, contre - 6,05) mais elle reste inférieure de cinq à sept points à la moyenne nationale. Tous comptes faits, les nouveaux partis ont fait venir aux urnes moins de mécontents qu'il n'en était venu aux sénatoriales de 1992 où la participation était inférieure de presque dix points³. Mais le mode de scrutin qui permet d'enlever un siège avec 11 % à 15 % des voix dans la plupart des circonscriptions, l'effondrement qui met le PSJ hors-jeu et la conjonction avec les *jiban* préexistants de leurs candidats permettent à cette mobilisation modeste de se traduire par un raz-de-marée en sièges pour les « nouveaux partis ». Du coup, « la révolte des mégalopoles contre le PLD » apparaît comme l'élément le plus significatif du scrutin, même si une analyse approfondie conduit à en relativiser l'ampleur, sinon la portée.

LES MACHINES DU PLD ONT TENU

A première vue, la défaite du PLD a été cuisante (tableau 6a). Par rapport à 1990, il a perdu le quart de ses électeurs (7 315 000 voix) et 52 sièges. Mais ces pertes ne lui ont pas été infligées, pour l'essentiel, dans les urnes. Avant même le scrutin, il avait déjà perdu, du fait des défections, 52 sièges⁴ et un stock d'environ six millions de voix qui pouvaient être considérées a priori comme irrécupérables, compte tenu du fait que le parti était sur la défensive et que les renégats s'étaient déclarés trop tard pour qu'il puisse leur opposer des candidats suffisamment préparés.

Ce dernier facteur apparaît essentiel. Face aux renégats, le PLD a été incapable d'aligner un candidat dans 31 circonscriptions. Là où il a improvisé avec des nouveaux venus (13 cas), ceux-ci ont été battus trois fois sur quatre. Mais là où il disposait de remplaçants aux *jiban* bien organisés,

1. Les quatre régions de Tokyo, Kanagawa, Saitama et Chiba, à l'exception de la deuxième circonscription de Chiba (rurale).

2. Les quatre régions de Kyoto, Osaka, Hyogo et Nara, sauf la cinquième circonscription de Hyogo (rurale).

3. Le vote hors-système (NPJ compris) dans la circonscription nationale en 1992 était de 9 130 296 voix, sans compter environ 2 300 000 bulletins blancs et nuls. A comparer avec les quelque 8 400 000 voix obtenues par les candidats des *shin seito* le 18 juillet 1993 en plus de leurs *jiban*.

4. Aux 46 renégats néo-conservateurs s'ajoutent 6 députés sortants qui ont choisi de se représenter comme candidats indépendants.

Tableau 6a. La solidité des machines électorales du PLD :
le bilan des députés sortants et des candidats expérimentés du PLD
le 18 juillet 1993, selon la nature des circonscriptions

Circonscriptions	Suffrages		Bilan
	1990	1993	
Rurales	3 413 505	3 515 991	+ 3 %
Semi-rurales	3 834 261	4 010 983	+ 4,6 %
Semi-urbaines	5 974 044	5 468 669	- 8,4 %
Urbaines	6 357 250	5 328 846	- 16,1 %
Total	19 579 060	18 324 489	- 6,4 %

Calculs de l'auteur d'après l'*Asahi Shimbun*.

anciens députés ou candidats déjà présents en 1990, ils ont presque toujours récupéré un siège en évinçant un socialiste dont les « nouveaux partis » aspiraient le vote flottant. Partout où il disposait de machines électorales en place, le PLD a résisté sans dommage à la vague des *shin seito*.

Cela est confirmé par l'analyse systématique des cas où les résultats de ses candidats peuvent être comparés à ceux des législatives précédentes sans qu'intervienne le facteur personnel. Sur 285 candidats officiels du PLD, 259 sont dans ce cas : 212 sortants, 23 anciens députés, 11 *ato me*¹ et 13 candidats qui avaient déjà effectué un galop d'essai en 1990 (tableau 6 b). Ensemble, ces candidats n'ont perdu que 6,4 % des voix qu'ils avaient obtenues au scrutin précédent. Leur recul est à peine supérieur à celui de la participation. Dans le détail, plus de la moitié

Tableau 6b. La solidité des machines électorales du PLD :
sortants et candidats expérimentés élus ou réélus le 18 juillet 1993

Candidats	Présentés	Elus	Taux de succès
Sortants	212	179	84,4 %
Anciens députés	23	18	78,3 %
Héritiers ou expérimentés	24	16	66,6 %
Novices	26	10	38,4 %

Calculs de l'auteur d'après l'*Asahi Shimbun*.

1. *Ato me*, le fils ou le gendre d'un parlementaire qui hérite de son *jiban*. Son élection est généralement considérée comme assurée. Aujourd'hui, près de la moitié des parlementaires conservateurs appartiennent à cette catégorie.

(134) ont obtenu un meilleur pourcentage de voix, et presque 45 % (114) ont même obtenu plus de suffrages — un exploit, compte tenu du recul de la participation. Même si ces résultats s'expliquent ici et là par la réduction du nombre des candidats conservateurs (ils étaient 364 en 1990), ils attestent néanmoins la très grande solidité des machines électorales du PLD, qui ont réussi à « livrer » localement autant ou plus de voix qu'en 1990, malgré la très mauvaise conjoncture pour le PLD au niveau national.

Au bout du compte, le PLD a même réussi à gagner un siège. De plus, on recense 22 cas où une trop grande concurrence entre les candidats conservateurs dans une même circonscription les a conduits à s'éliminer mutuellement, privant le parti d'autant de sièges. Ces « ratés » proviennent de la diminution globale des suffrages disponibles pour les candidats du PLD, mais aussi de la désorganisation de l'état-major du parti, décimé par les scandales, qui n'a pas réussi à arbitrer efficacement entre les ambitions rivales. Sans cela, le PLD, avec l'appoint d'une dizaine d'élus indépendants, aurait frôlé la majorité absolue des 256 sièges. Ainsi, il apparaît que l'électorat est bien loin d'avoir infligé au PLD le désaveu qui semble si cinglant au vu des statistiques générales.

L'OPPOSITION CLASSIQUE EN DÉROUTE

La défaite de la gauche, en revanche, ne fait aucun doute et prend une dimension historique. Grand vainqueur du scrutin de 1990, le PSJ perd 40 % de ses électeurs et la moitié de ses députés. Il s'effondre dans tout le Japon, quelle que soit la nature des circonscriptions (tableau 7). Le vote flottant l'a complètement abandonné, et même 7 % de son électorat législatif fidèle a déserté. Le PCJ perd 7,5 % de ses électeurs (408 000 voix). Presque la moitié de ses sortants (7 sur 16) sont battus. Il réussit à regagner six sièges à Tokyo en captant le noyau dur socialiste qui déserte à gauche, mais cela ne suffit pas à interrompre le déclin d'une formation dont le rôle d'assistance sociale au service des déracinés et oubliés de la croissance, qui fit sa fortune électorale à la fin des années 1960, est de plus en plus obsolète.

Le Komeito semble mieux tirer son épingle du jeu. Il regagne sept des onze sièges perdus en 1990 et maintient son pourcentage de voix (8,1 %). Ses électeurs ont été les moins sensibles aux sirènes réformatrices, et ses candidats, bien qu'ils soient partout en concurrence avec les « nouveaux partis », progressent dans les deux tiers des cas en pourcentage des suffrages. Mais en nombre absolu, ils ont encore perdu 128 000 voix, qui s'ajoutent à celles qu'ils avaient perdues en 1986 (- 45 000) et en 1990 (- 459 000). Une organisation impeccable sur le terrain et la concentration de ses moyens sur les seuls sièges gagnables (52 élus sur 55 candidats) lui permettent de maximiser ses résultats. Mais il apparaît comme un parti en voie de fossilisation, dont l'électorat — principalement recruté parmi les fidèles de la Sokagakkai dont l'essor, comme celui du PCJ, coïncide avec les traumatismes sociaux du début de la croissance accélérée — vieillit et se contracte par attrition naturelle.

Tableau 7. Le Parti socialiste : un effondrement généralisé

<i>Circonscriptions</i>	<i>Suffrages</i>			<i>Sièges</i>		
	<i>1990</i>	<i>1993</i>	<i>Bilan</i>	<i>1990</i>	<i>1993</i>	<i>Bilan</i>
Urbaines	5 510 599	2 944 005	- 46,6 %	38	17	- 55,2 %
Semi-urbaines	3 654 557	2 451 439	- 33 %	30	19	- 36,6 %
Semi-rurales	5 025 470	3 199 203	- 36,3 %	52	24	- 46,1 %
Rurales	1 834 842	1 092 941	- 40,4 %	20	10	- 50 %
Total	16 025 468	9 687 588	- 39,5 %	140	70	- 50 %

Tableau 8. La « prise du pouvoir » par l'électorat urbain
(en % des députés de la majorité)

<i>Circonscriptions</i>	<i>Majorité PLD 1990</i>		<i>Majorité de coalition 1993</i>	
Urbaines	21 %	} 43,6 %	38,5 %	} 62,8 %
Semi-urbaines	22,6 %		24,3 %	
Semi-rurales	39,7 %	} 56,4 %	27,1 %	} 37,2 %
Rurales	16,7 %		10,1 %	

LES TROIS LEÇONS DU SCRUTIN

Au bout du compte, le scrutin a eu trois résultats principaux.

– Le personnel politique libéral-démocrate conserve ses positions intactes, sauf dans les mégalo-poles. Une soixantaine de nouveaux venus ont réussi à forcer l'entrée du système de pouvoir au niveau national, qui tendait à être de plus en plus verrouillée par le jeu des clans et la constitution de fiefs électoraux héréditaires. La plupart sont issus du personnel conservateur local, et avaient déjà tenté l'aventure lors de scrutins précédents. Mais ils ont conquis la totalité de leurs sièges aux dépens des socialistes.

– Un renversement du rapport des forces s'est produit entre les circonscriptions urbaines et les circonscriptions rurales (tableau 8). Les grandes villes ont pris le pouvoir politique et la réforme du système électoral devrait pérenniser le changement en corrigeant la sur-représentation des campagnes. Dès lors, un des enjeux est de savoir si l'électorat urbain sera capable de se doter d'une représentation spécifique sous la forme d'un parti qui se consacrerait prioritairement à ses revendications (comme le PLD avec la paysannerie).

– Enfin, bien que les parlementaires libéraux-démocrates aient tenu leurs fiefs locaux, la cohérence et la crédibilité du PLD au niveau national se trouvent ruinées. Sa défaite l'a coupé des centres de pouvoir qui confortaient sa capacité électorale. Mais surtout, son incapacité à contrôler les conflits internes qui l'ont conduit aux scissions a mis en lumière l'obsolescence des pratiques qu'il avait élaborées depuis trente-huit ans pour gérer le pouvoir.

LES SCISSIONS DU PLD EXPLIQUÉES PAR DES DYSFONCTIONNEMENTS INTERNES

LE MÉCANISME DE DÉVOLUTION DU POUVOIR AU SEIN DU PLD ADAPTATIONS SUCCESSIVES

La création du PLD en 1955 avait pour objectif essentiel d'empêcher le Parti socialiste, fort d'un tiers des sièges à la Chambre, de redevenir, comme en 1947-1948, l'arbitre entre des conservateurs divisés. Pour le mettre hors-jeu, ceux-ci vont désormais procéder à la dévolution du pouvoir dans le champ clos d'un parti unifié dont le président, élu tous les deux ans par le Congrès¹, sera ensuite leur candidat unique pour l'élection du Premier ministre par la Diète. Pendant trente-huit ans, ce procédé leur permettra de gérer efficacement leurs rivalités internes, au prix d'ajustements répétés des règles du jeu.

Dès l'origine, la compétition s'organise autour des factions (*habatsu*) qui forment la structure caractéristique du PLD². Dans un premier temps (1955-1972), leur nombre — une dizaine de factions dont aucune ne contrôle plus de 20 % du Congrès — impose de former des coalitions fragiles pour élire le président. Pour les perpétuer, celui-ci utilise sans limite les ressources dont il dispose. Il répartit les portefeuilles ministériels en favorisant les clans qui le soutiennent (*shuryu ha*) aux dépens des minoritaires (*han shuryu ha*). Il contrôle le PLD et ses finances en réservant aux siens le poste de secrétaire général du parti et celui de trésorier. Ceux-ci favorisent les candidats des *shuryu ha* aux élections, où ils font régulièrement de meilleurs scores que les clans minoritaires³. Mais pour empêcher ses alliés de prendre trop de poids et dissuader les minoritaires d'aller chercher fortune ailleurs, il modifie épisodiquement la coalition majoritaire et admet presque tous les clans aux bénéfices du pouvoir par roulement. Cette tragédie est portée à la perfection par Eisaku Sato qui se maintient au gouvernement sept ans et neuf mois (1964-1972).

Pour contraindre Sato à se retirer, il faudra qu'une nouvelle génération de chefs de clans⁴ profite d'une conjoncture de crise nationale et impose une modification des statuts du PLD, qui limite de fait la tenure du président à deux mandats. Dès lors, celui-ci ne peut plus contrôler le

1. Le congrès du PLD se compose de tous les élus nationaux du parti, députés et sénateurs, et d'un délégué pour chacune des 47 régions.

2. Jean-Marie Bouissou, «Le phénomène des factions dans le système politique japonais: le cas du PLD», *Revue du droit public et de la science politique*, automne 1981, p. 1277-1345, et «Le système politique japonais à l'aube des années 1990», art. cité, p. 52-58. Voir aussi Uchida Kenji, *Habatsu*, Tokyo, Chuo Koronsha, 1986. Pour les plus récentes de nombreuses publications en anglais, voir Kohno Masaru, art. cité; M. Ramseyer, F. McCall-Rosenbluth, *op. cit.*, p. 59-79; G. Curtis, *op. cit.*, p. 80-88 R.-J. Hrebénar, *op. cit.*, p. 248-269.

3. Cf. Gary W. Cox, Frances Rosenbluth, «The electoral fortune of legislative factions in Japan», *American Political Science Review*, 87 (3), septembre 1993, p. 557-589.

4. Kakuei Tanaka, Takeo Fukuda, Masayoshi Ohira et Yasuhiro Nakasone. Le cinquième prétendant à la succession de Sato, Takeo Miki, siège à la Chambre depuis 1936.

jeu des ambitions. Sato offrait à ses alliés une part disproportionnée des bénéfices sans limite de temps, ce qui minimisait à leurs yeux le risque inhérent de représailles quand les exclus arriveraient au pouvoir. Mais si cet avantage est par avance limité dans le temps, le risque devient dissuasif. Désormais, le seul atout du Premier ministre en quête d'un deuxième mandat est la promesse d'aider l'un des clans qui le soutiendront à lui succéder. Mais dès le premier essai, cette promesse s'avère extrêmement peu crédible¹. Donc, tous les autres ont intérêt à remettre son poste en jeu le plus tôt possible. De fait, un seul des dix successeurs de Sato obtiendra un deuxième mandat².

L'entrée de l'opinion publique dans le jeu contribue aussi à le dérégler. En 1967, le PLD tombe sous la barre des 50 % de voix aux législatives, et en 1976 il est à peu près à égalité avec l'opposition à la Diète. Des formes inédites d'activisme issues de la société civile — «mouvements de citoyens» (*shimin undo*) et «mouvements d'habitants» (*jumin undo*)³ — créent de puissants mouvements d'opinion. Le choix du Premier ministre ne peut plus être commandé seulement par le rapport des forces entre les clans. L'image personnelle des prétendants et son impact sur l'opinion doivent être pris en compte au moins partiellement. Tanaka, «le Bulldozer informatisé», est le premier politicien japonais médiatique; mais l'opinion finira par le détruire (1972-1974). «Mister Clean» Miki, le plus petit chef de clan, lui succède grâce à son image de politicien honnête (1974-1976). La compétition tend à sortir du champ clos et de nouvelles contraintes la rendent plus complexe.

Dans ces conditions, la lutte entre les cinq prétendants à la succession de Sato ébranle violemment le PLD et le met au bord de la scission (1976-1980). Il ne préservera son unité qu'en adoptant progressivement de nouvelles pratiques destinées à répartir plus équitablement des bénéfices et à limiter strictement la liberté de manœuvre de tous les compétiteurs.

Cette évolution est favorisée par la réduction du nombre des clans, dont cinq seulement survivent aux années 1970, sous l'effet combiné de la «loi de Duverger»⁴ et de l'augmentation très rapide du coût des élections (tableau 9). En outre, le clan dominant (Tanaka) est handicapé par la condamnation de son chef impliqué dans le scandale Lockheed, qui

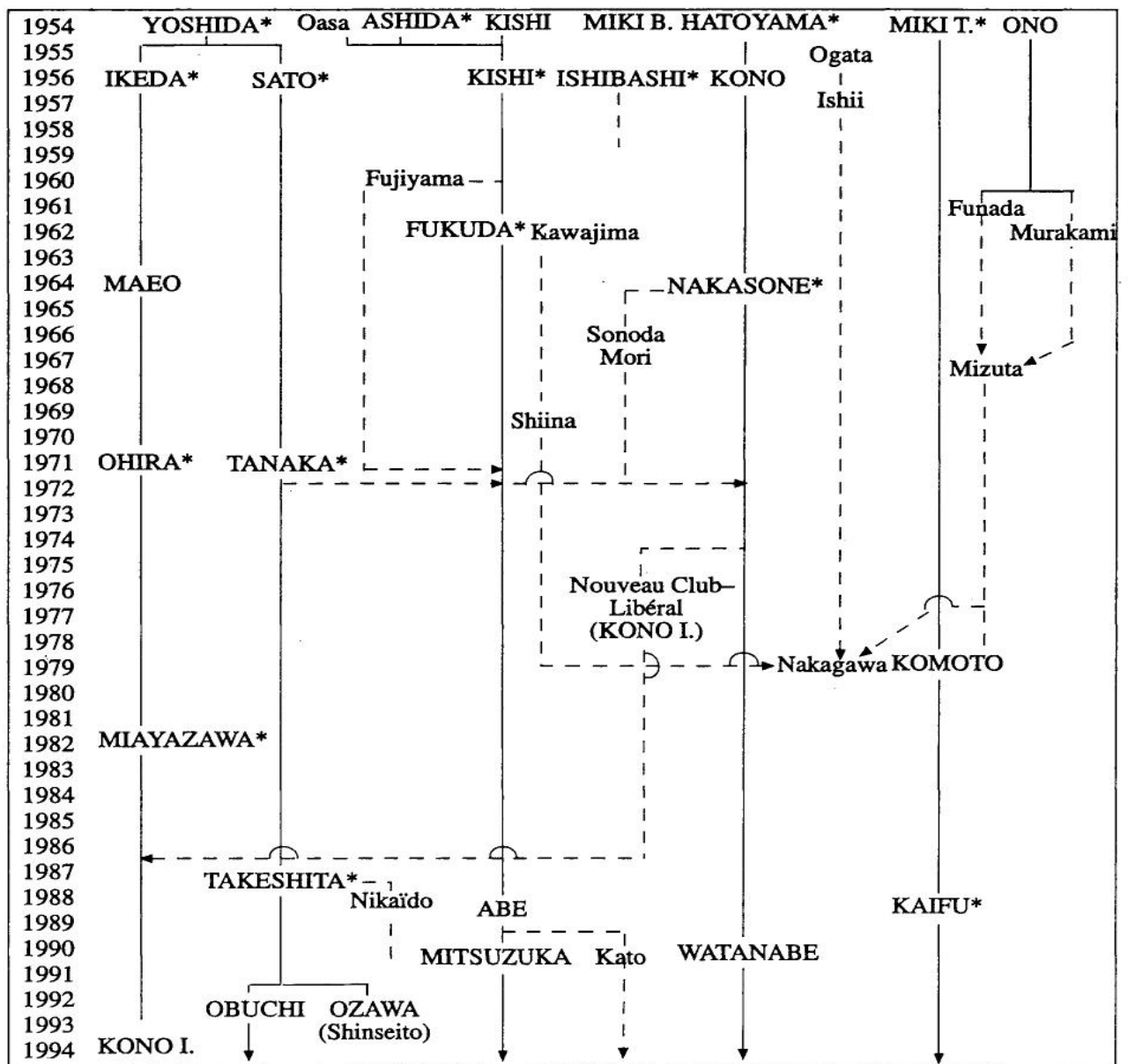
1. Sato destinait explicitement sa succession au clan dirigé par Fuduka, mais la majorité de sa propre faction préférera Tanaka.

2. Nakasone gouvernera de 1982 à 1987. Sa chance est d'être le dernier de la «génération 1972». Les quatre autres, qui ont exercé le pouvoir avant lui et ne peuvent pas y prétendre à nouveau, ne sont pas pour autant prêts à signer leur arrêt de mort politique en passant la main au sein de leurs propres clans. Ils font donc obstacle à tout prétendant issu des jeunes générations.

3. Sur ces mouvements, voir Jean-Marie Bouissou, *Le Japon depuis 1945*, Paris, A. Colin, 1992, p.95-98; «Pollution et citoyenneté au Japon: l'exemple de Kanagawa Network», *Géopolitique*, 40, hiver 1992-1993, p. 56-60.

4. Voir Steven Reed, «Extending Duverger's law to the Japanese case», *Journal of Politics*, 29, juillet 1990. Le nombre moyen des sièges en jeu (N) dans les circonscriptions japonaises étant de quatre, et les clans s'affrontant pour ces sièges comme des partis indépendants en raison du mode de scrutin, leur nombre tend à se stabiliser à cinq (N+1).

Tableau 9. Généalogie simplifiée des clans du PLD (1955-1994)



YOSHIDA* Chef de clan ayant été Premier ministre.

→ Succession légitime dans les clans principaux.

Oasa Chef de clan mineur.

- - - Clans mineurs ou scissions minoritaires des clans principaux. La disparition des clans mineurs se fait par attrition naturelle et reclassements à la mort du leader.

lui interdit de prétendre au poste suprême jusqu'au remplacement de Tanaka par Noboru Takeshita en 1987. Inversement, le plus faible (Miki-Komoto), réputé le plus « propre », jouit de la faveur relative de l'opinion. Il s'établit ainsi une balance des forces où personne ne peut ni prétendre à plus que sa « juste part », ni rompre l'équilibre.

La modification du système des partis depuis l'émergence du Komeito (1967) y contribue aussi puissamment. Même si le PLD retrouve en 1980 une large majorité, un pôle centriste s'est créé, fort de 15 % à 18 % des sièges. N'importe quel clan peut désormais créer un parti-charnière avec le Komeito et le PSD — déjà partout alliés des conservateurs au niveau régional. Il devient donc extrêmement dangereux de priver une faction quelconque de sa juste part des bénéfices.

Dans ces conditions, la répartition des portefeuilles s'effectue désormais entre tous les clans, proportionnellement à leur importance numérique. Celui du Premier ministre est exclu des trois postes clés du PLD, qui sont toujours partagés entre trois groupes différents¹. La distinction entre « majoritaires » et « minoritaires » perd sa signification. Du coup, tous se retrouvent à égalité de ressources aux élections, et chaque clan progresse ou recule comme le PLD dans son ensemble dans la période 1972-1993², même si l'un ou l'autre connaît épisodiquement une bonne fortune particulière. Enfin, tout se passe comme si le poste suprême devait revenir à tour de rôle à toutes les factions : chacun des cinq prétendants à la succession de Sato l'occupe entre 1972 et 1987, puis la rotation reprend entre les clans jusqu'en juillet 1993.

En conséquence, le Congrès tend à être court-circuité au profit d'accords négociés entre les chefs de clan (*hanashiai*). La procédure des « primaires », instaurée en 1977 après le scandale Lockheed pour démocratiser le choix du président en y faisant participer tous les adhérents du PLD, ne sera utilisée que deux fois (1978, 1982). La présidence sera attribuée six fois à l'unanimité, et seulement deux des candidats désignés après *hanashiai* rencontreront une opposition plus ou moins symbolique nécessitant un scrutin (Toshiki Kaifu et Miyazawa).

LES DYSFONCTIONNEMENTS DE LA ROTATION AU POSTE SUPRÊME

Ce système permet au PLD d'éviter l'éclatement, de gérer sans déchirement la relève des « cinq de 1972 » par une nouvelle génération, et les imprévus qui perturbent ensuite la rotation : le scandale Recruit (1989) ou la mort prématurée de Shintaro Abe, successeur putatif de Kaifu (1992). Toutefois, il présente des dysfonctionnements qui vont être à l'origine de la scission et de la chute du parti gouvernemental.

1. Les trois postes-clés du PLD sont le secrétariat général, la présidence du Seimuchôsakai et celle du comité exécutif. Leurs titulaires, considérés comme l'équivalent de ministres importants, sont nommés en même temps que le gouvernement. La faction du Premier ministre doit aussi laisser aux autres le poste de trésorier du parti. Cf. Sato Seizaburo et Matsuzaki Tetsuhisa, *Jiminto Seiken* (Le gouvernement du PLD), Tokyo, Chuo Koronsha, 1986, p. 71-72.

2. G. Cox, F. Rosenbluth, art.cité, p.582-583.

En premier lieu, pour que la rotation soit régulière, aucun facteur extérieur ne doit plus intervenir — et notamment l'opinion. Après les expériences traumatisantes de Tanaka et Miki, qui l'avaient finalement conduit au bord de l'éclatement et de la défaite électorale, le PLD se retrouve conforté par l'évolution conservatrice de l'électorat qui lui donne, en 1986, sa plus belle victoire depuis un quart de siècle (49,4 % des voix) et par l'impéritie chronique d'une opposition éclatée, où les centristes sont plus qu'à moitié ralliés aux conservateurs. Dans la pire conjoncture, les législatives de 1990 confirment que ses députés sont quasi inexpugnables¹. Ainsi, rien ne semble plus obliger le PLD à prendre l'opinion en compte pour choisir les Premiers ministres. Ils inaugurent tous leur mandat avec une faible popularité, et les seuls dont la cote augmente ensuite durablement (Nakasone et Kaifu), ne sont pas pour autant autorisés à se maintenir. Les prétendants compromis dans les scandales (Miyazawa) ou notoirement minés par la maladie (Abe, Michio Watanabe) gardent tous les droits que leur confère le tableau implicite de rotation. Et il faut que la cote de Takeshita (novembre 1987-mai 1989) s'effondre à 8 % pour qu'il consente à se retirer avant terme. Mais ce refus de prendre l'opinion en compte, s'il est nécessaire à la gestion régulière des rivalités internes du PLD, affaiblit sa légitimité. Le processus de sélection des premiers ministrables élimine les personnalités affirmées. Les élus qui jouissent de la meilleure popularité sont marginalisés par l'appareil. Alors que les émotions et les images prennent une part croissante dans les motivations de l'électorat urbain « postmoderne », le parti est structurellement incapable de se doter d'un leader capable de jouer sur ce registre. D'où le succès du slogan des nouveaux partis qui veulent « rendre le pouvoir aux citoyens ».

En deuxième lieu, la rotation trop rapide des chefs de clan au pouvoir crée une situation difficile. Dans la période précédente, les Premiers ministres ne se retiraient que lorsqu'ils avaient épuisé leurs forces physiques (Hatoyama, Ishibashi, Ikeda) ou leur capital d'autorité (Kishi, Sato). Ils laissaient le champ libre à leurs successeurs². Mais après seulement deux ans au pouvoir, Tanaka refuse sa mort politique : il reste douze ans (1974-1986) à la tête de sa faction dont il contrôle personnellement les réseaux de financement. Malgré les règles implicites du jeu, Fukuda, Nakasone et Takeshita espèrent tous revenir au pouvoir. Eux non plus ne veulent pas abandonner le contrôle de leur clan et font obstacle aux prétendants de la génération suivante.

Avant 1972, le retrait d'un chef « à bout de pouvoir » entraînait généralement l'éclatement de sa faction en plusieurs nouveaux clans qui donnaient leur chance à autant d'ambitieux. Mais après 1972, il devient impossible de créer de nouveaux groupes viables, surtout pour des raisons financières. En se maintenant à leur tête, les vieux leaders peuvent

1. Alors que le PLD, miné par le scandale Recruit et l'instauration d'une TVA, a perdu la majorité au Sénat en juillet 1989 avec seulement 27 % des voix dans la circonscription nationale, il regagne quinze millions d'électeurs aux législatives de février 1990 et repasse à 52,3 % des suffrages (avec les « indépendants »).

2. Même s'ils continuaient à siéger à la Chambre pendant de longues années.

désormais organiser la transmission des clans et de leurs réseaux de financement au dauphin qu'ils choisissent. Et les ambitieux évincés se retrouvent à la tête de groupuscules insuffisants pour participer à la rotation¹.

Dans le détail, le système fait preuve d'une certaine souplesse tactique dont témoignent la prolongation du gouvernement Nakasone ou le bref passage au pouvoir de Sosuke Uno (mai-août 1989). Mais il ferme trop tôt toute perspective à ceux qui n'ont pas la faveur de leurs aînés, ou qu'un faux pas écarte au moment décisif de la transmission clanique. Il les contraint à s'ouvrir un espace de manœuvre pour leurs ambitions à l'extérieur du parti.

LA GÉNÉRALISATION DE L'AVANCEMENT À L'ANCIENNETÉ ET SES LIMITES

Plus ancienne que les règles pour le partage des bénéfices entre les clans, la normalisation du *cursus honorum* pour tous les députés est complète pour établir un « système global de gestion des ambitions » de haut en bas du PLD. Fondée sur un strict avancement à l'ancienneté, elle assure à chacun une carrière minimum garantie (tableau 9) et un portefeuille ministériel, au plus tôt vers la fin de son cinquième mandat, et, au plus tard, au début du septième, soit entre treize et dix-huit ans de présence à la Chambre.

Le principe était déjà rigide sous Sato, qui n'a pas promu un seul ministre « au choix personnel » (*jinji batteki*) en violant l'ancienneté. Il a été légèrement bousculé pendant les luttes pour sa succession, avec neuf *jinji batteki* sur les 87 nouveaux promus au gouvernement entre 1972 et 1980. Mais ensuite, il redevient une règle d'airain appliquée à tous les nouveaux qui font leurs premières armes au cabinet entre 1980 et 1993².

L'objectif est de permettre aux clans d'assurer sans conflit interne leur fonction essentielle : répartir les bénéfices (argent et postes) entre leurs membres. Lors de la formation du cabinet, c'est le chef de chaque faction qui désigne les titulaires des portefeuilles qui lui reviennent. Pour préserver sa cohésion, il doit suivre des critères objectifs, connus et acceptés par tous ses membres. L'ancienneté joue d'autant mieux ce rôle qu'elle est largement utilisée par ailleurs dans la société japonaise.

Toutefois, l'uniformisation des carrières n'est que relative. Compte tenu du nombre des ayants droit et des avatars électoraux, on peut compter jusqu'à dix ans d'écart entre le premier et le dernier promu d'une même génération, et la qualité des portefeuilles établit une hiérarchie très nette entre les récipiendaires (tableau 10). Mais alors, il n'est

1. La dernière tentative pour créer une faction se termine par le suicide de son promoteur, Ichiro Nakagawa (1983). Les prétendants écartés de la succession de Tanaka (Susumu Nikaïdo) et de celle de Abe (Mutsuki Kato) ne réunissent chacun que 5 ou 6 fidèles.

2. Pour les chiffres, voir Kohno Masaru, art. cité, p.379. Pour 1990-1993, les calculs sont de l'auteur.

Tableau 10. L'accès aux portefeuilles « à l'ancienneté » : l'exemple de la promotion 1969.

NOM	1969	1972	1976	1979	1980	1983	1986	1990	1993
ABE F.									
ETO T.									
INAMURAT.									
ISHII H.									
HAMADA K.									
HATA T.									
HAYASHI Y.									
KAJIYAMA S.									
KARASAWA S.									
KOSAKA T.									
MATSUMOTO J.									
MAISUNAGAH.									
MURATA K.									
MORI Ye.									
MORI Yo.									
NAKAJIMA G.									
NAKAYAMA M.									
NAKAYAMA T.									
NONAKA F.									
OKONOGI H.									
OKUDA K.									
OZAWA I.									
SATO Me.									
SATO Mo.									
SAITO S.									
SHIOZAKI J.									
TAKATORI O.									
WATANABE K.									
WATANUKI T.									
YAMAZAKI H.									

LÉGENDE.

: années où le parlementaire est battu.

: fin de carrière du parlementaire.

: transmission héréditaire du siège.

ABRÉVIATIONS. HOKKAIDO : secrétariat d'État à l'aménagement de Hokkaido et d'Okinawa. ENVIRON. : secrétariat d'État à l'Environnement. AMENAGEMENT : secrétariat d'État à l'Aménagement du territoire. SGG : secrétariat général du gouvernement. SCIENCES : secrétariat d'État à la Science et à la technologie. FONCTION P. : secrétariat d'État à la Fonction publique. MITI : ministre de l'Industrie et du commerce extérieur. * Par ailleurs, les grands postes du parti sont considérés à l'égal des meilleurs ministères et à ce titre inclus dans le tableau sous les abréviations suivantes : SG du PLD : secrétariat général du PLD. CEP. : présidence du Comité pour l'élaboration des politiques (Seimuchōsakai). * La notation Shinseito indique les parlementaires qui ont quitté le PLD pour le Parti du Renouveau.

Commentaires du tableau 10

La vie des parlementaires est difficile. Un tiers de la promotion (16 députés) a été éliminée avant d'avoir atteint l'ancienneté minimum requise pour accéder aux portefeuilles; elle ne figure pas dans le tableau. Sur les 30 « survivants », le tiers a subi un, deux ou trois échecs électoraux en cours de carrière.

L'avancement normal à l'ancienneté ne permet à personne de devenir ministre avant son cinquième mandat ni d'attendre au-delà du septième. La règle n'est violée que dans deux cas. Koichi Hamada, avec un passé de gangster notoire et impliqué dans plusieurs scandales, ne pouvait décemment siéger au gouvernement (mais il a présidé la commission des Finances à la Chambre). Tokusaburo Kosaka, d'une dynastie politique puissante et homme de confiance du Premier ministre Kakuei Tanaka, lui est indispensable au poste stratégique de secrétaire général du gouvernement dans une conjoncture de luttes factionnelles exacerbées; sa carrière commence très tôt, mais avorte ensuite.

L'ancienneté n'introduit qu'une égalité très relative, même si l'on ne tient pas compte des cas exceptionnels. L'écart entre le premier servi (Shiozaki en 1982) et le dernier (Nakayama en 1992) atteint dix ans. A nombre égal de succès électoraux, il est encore de cinq ans (Takatori et Karasawa en 1987). Le tableau ne donne qu'une idée très imparfaite des inégalités de carrière, qui tiennent aussi à la nature des portefeuilles obtenus, aux présidences occupées dans les commissions parlementaires ou dans celles du Seimuchōsakai, et aux responsabilités très médiatiques obtenues dans les commissions ad hoc créées par le PLD sur les problèmes sensibles (ainsi les deux fondateurs du Parti du Renouveau, Ozawa et Hata, se sont respectivement affirmés comme présidents de la commission d'étude sur la réforme constitutionnelle et de celle de la réforme politique).

Après le premier portefeuille, la seule règle est celle qui garantit un deuxième passage au gouvernement après deux autres mandats. L'écart entre le plus rapide à y revenir (Ozawa en 1985) et le plus lent (Hayashi en 1992) atteint sept ans. Mais à performances électorales égales, certains peuvent obtenir trois portefeuilles dans le temps où les moins bien servis n'en ont qu'un seul.

La succession héréditaire tend à devenir la règle. Sur sept parlementaires qui terminent leur carrière, quatre transmettent leur siège à leur fils. Un cinquième (Abe) essaye mais échoue à cause du scandale Kyowa.

plus temps pour les mécontents de quitter leur clan pour un autre où ils devraient recommencer le *cursus honorum* à zéro.

L'attribution du premier portefeuille inaugure une nouvelle étape de la carrière, où les ambitions vont s'affronter pour dégager ceux qui hériteront des clans. A la différence de celle qui précède et de celle qui suivra (la rotation du pouvoir suprême), cette phase n'a pas de règles du jeu fondées sur des critères objectifs. Toutefois, l'état-major du PLD dispose de moyens non négligeables pour dissuader les prétendants de recourir aux stratégies trop menaçantes pour la cohésion du parti.

D'une part, l'ancienneté garantit encore à tous au moins un deuxième portefeuille avant la fin du neuvième mandat et un poste honorifique de « conseiller du parti » (*kômon*). D'autre part, la nécessité de se créer une clientèle de jeunes élus en les aidant financièrement limite le nombre des prétendants à ceux qui peuvent lever au moins un milliard de yens (environ 55 millions de francs) par an. Ils dépendent ainsi de leurs aînés qui contrôlent les réseaux de financement (*kinmyaku*), dont le meilleur exemple est Shin Kanemaru, maître de la « tribu » des travaux publics, qui perçoit et redistribue une grande partie des fonds versés au PLD par les entreprises de construction. Le petit groupe de ces manipulateurs, qui ne briguent plus le pouvoir officiel, peut mettre hors-jeu les prétendants trop dangereux pour la cohésion du parti. Enfin, nous avons déjà souligné la tendance des chefs de clan à se maintenir pour contrôler leur succession. Tout cela, qui est lié au renchérissement exorbitant des carrières politiques à partir des années 1970, instaure de fait la cooptation des « premiers ministrables ». Nul ne peut y arriver sans une longue patience, l'art de plaire à ses anciens, et le respect des règles et des équilibres existants.

Malgré tout, cette phase du jeu des ambitions reste la plus difficile à gérer. La sélection s'y fait pour un nombre de postes limité (cinq), dans un laps de temps réduit (le statut de premier ministrable s'établit avant la fin du neuvième mandat) et sans appel, puisque les générations doivent se succéder régulièrement. Tout concourt donc à dramatiser l'affrontement. Mais pour qu'il aboutisse à une scission, il faut qu'il remplisse trois conditions : qu'il y ait assez de scissionnistes pour priver le PLD de majorité parlementaire, assez d'argent pour faire vivre leur formation et assez d'alliances du côté de l'opposition pour proposer une alternative. Le Nouveau Club libéral (1976-1986) avait achoppé sur ces trois obstacles.

Vers 1990, deux semblent levés. Fin de guerre froide aidant, le PSJ¹ est passé sous le contrôle de son aile droite. Son président, Makoto Tanabe, est un vieil ami de Kanemaru. Le Komeito coopère depuis longtemps avec le PLD, et particulièrement avec la faction Takeshita, dont un personnage-clé est ce même Kanemaru qui ne cache pas sa volonté de recomposer le système politique et dispose de solides financements. La possibilité d'une scission dépend donc essentiellement du nombre de ceux qui seraient prêts à suivre les prétendants écartés du « quinté gagnant ».

1. Ou PSDJ (Parti social-démocrate du Japon) car il modifie la dénomination anglaise de son nom... sans le changer en japonais.

LA RÉVOLTE DES JEUNES : LE DYSFONCTIONNEMENT DU MÉCANISME D'AVANCEMENT À L'ANCIENNETÉ

L'ancienneté apparaît comme le facteur discriminant essentiel dans l'éclatement de la faction Takeshita qui donne naissance au groupe Reform Forum 21 (décembre 1992) dont sortira le parti du Renouveau : 21 des 24 députés dans leur premier ou deuxième mandat font sécession¹. Les huit qui sont à mi-chemin des portefeuilles, dans leur troisième mandat, se divisent également. Les trois quarts de ceux qui en sont tout près (13 sur 18) — dans leur quatrième, cinquième ou sixième mandat — choisissent de continuer à jouer le jeu. Pour les « jeunes »² parlementaires, qui forment les deux tiers des scissionnistes, il est clair que la propension à tenter leur chance hors du PLD est directement fonction du temps qu'il leur reste à attendre avant d'accéder au cabinet, au moins autant que d'un quelconque clivage autour de la « réforme politique » qui est l'objectif officiel de Reform Forum 21.

Cette assertion est encore confortée si l'on cherche quels facteurs discriminants distinguent, parmi les « jeunes » du clan (du premier au troisième mandat), ceux qui sont restés fidèles au PLD de ceux qui l'ont quitté. L'âge d'entrée dans la carrière est déterminant : les premiers ont été élus pour la première fois à 46,5 ans, les seconds avec sept ans de plus (53,6). Dans ces conditions, la moitié des scissionnistes ont une chance nulle ou presque nulle d'accéder aux portefeuilles à l'ancienneté, et moins du tiers pourront y arriver à l'âge qui leur permettrait de faire ensuite un beau parcours. En revanche, le *cursus honorum* régulier devrait assurer un portefeuille à tous les fidèles, dont 60 % l'obtiendront assez tôt pour nourrir ensuite l'ambition d'une belle carrière³.

Aucun autre facteur discriminant ne se dégage de manière très convaincante. Les scissionnistes appartiennent dans une plus grande proportion à la « super-élite » traditionnelle du parti, mais c'est aussi parmi eux qu'on compte le plus d'élus dépourvus de tout bagage universitaire⁴.

1. Y compris deux qui rallient l'Avant-Garde.

2. Le terme de jeune, dans tout ce développement, fait uniquement référence à l'ancienneté parlementaire.

3. Au moment de la scission, le PLD compte 154 futurs ayants droit pour les portefeuilles : 119 dans leur premier, deuxième ou troisième mandat, et 35 dans leur quatrième, cinquième ou sixième, qui n'ont encore rien reçu. Compte tenu de ceux qui seront éliminés par l'âge ou l'infortune électorale (environ le tiers pour les « jeunes ») et du nombre de portefeuilles réservés aux débutants (7,5 par an en moyenne), les derniers servis devront attendre jusqu'en 2009. Ce calcul est cohérent avec le déroulement de carrière des générations précédentes où les portefeuilles s'obtiennent normalement de onze à seize ans après la première élection (tableau 9). Même le délai minimum ou moyen (quatorze ans) semble prohibitif pour douze des « jeunes » scissionnistes, qui auraient plus de 72 ans au moment d'entrer au cabinet. Aucun des ministres débutants entre 1980 et 1993 n'était si âgé. Leur âge moyen étant de 58,4 ans, on peut considérer qu'un premier portefeuille après 60 ans laisse peu de chance d'avoir ensuite une carrière de premier plan. Selon ce critère, seulement sept des « jeunes » scissionnistes peuvent espérer jouer un jour les premiers rôles.

4. 57 % des « jeunes » scissionnistes du PR sortent de l'Université nationale de Tokyo ou des plus grandes universités privées, contre 44 % seulement des fidèles. 43 % sont d'anciens fonctionnaires, souvent des grands ministères (MITI, Finances), contre seulement 11 % des fidèles. Mais presque le tiers des scissionnistes n'a pas fait d'études universitaires, contre seulement 11 % des fidèles.

Au niveau des circonscriptions, il y a une certaine corrélation entre la situation d'un député et sa propension à devenir scissionniste: ceux qui quittent le PLD semblent globalement dans une position électorale un peu plus difficile, qui a pu les inciter à tenter leur chance auprès de l'électorat flottant¹. Mais on attendrait une corrélation positive entre la nature socio-économique des circonscriptions et la tendance à la scission — les députés des grandes villes suivant l'électorat urbain favorable aux «nouveaux partis» —, ce qui n'est pas vraiment le cas². En fin de compte, l'ancienneté et l'âge semblent rester les facteurs discriminants fondamentaux. La majorité écrasante des «jeunes» de la faction Takeshita, et la totalité de ceux auxquels le *cursus honorum* normalisé ne laissait aucun espoir d'accéder aux portefeuilles, ont choisi d'essayer un raccourci. C'est tout le mécanisme de gestion de la première phase du jeu des ambitions qui a dysfonctionné.

Toutefois, le cas des dix scissionnistes qui ont formé l'Avant-Garde invite à pousser l'analyse plus loin. Ils viennent de factions différentes³. Ils sont tous dans leur premier ou deuxième mandat, mais, à la différence de ceux qui vont former le PR, ils sont entrés très jeunes à la Chambre (41,4 ans d'âge moyen) et l'ancienneté les mènerait aux portefeuilles sans problème. La plupart disposent des ressources pour une carrière rapide; sortis des meilleures universités à 80 %, héritiers du *jiban* paternel et parfois de très grands noms, ils quittent un parti dont le jeu traditionnel leur convenait a priori, sans y être vraiment poussés par la nécessité électorale⁴. Il semble donc que leurs motivations soient d'ordre idéologique, d'autant plus que la moitié ont exercé une profession intellectuelle (universitaire, journaliste, avocat). Et, de fait, l'Avant-Garde se caractérisera, au sein de la coalition qui porte Hosokawa au pouvoir, par des positions libérales qui la rapprochent de la gauche et l'opposent violemment au PR. Son existence démontre que les clivages idéologiques ont aussi joué un rôle dans l'éclatement du PLD, mais un rôle mineur, à proportion du faible nombre de ceux qui l'ont ralliée.

Il faut souligner aussi que la situation des jeunes élus n'était pas pire en 1993 que dix ans plus tôt. En 1983, on comptait 172 ayants droit, soit 58,5 % du total des députés du PLD, contre seulement 52,5 % en

1. En moyenne, les fidèles disposaient aux élections de 1990 d'une marge de sécurité (écart avec le premier candidat battu) égale à 3,85 % des suffrages exprimés, contre 3,12 % pour les scissionnistes. Surtout, plus du quart des scissionnistes étaient dans une situation vraiment précaire, avec une marge inférieure à 1 %, contre seulement un des fidèles.

2. Chez les fidèles, 45 % ont des circonscriptions urbaines ou semi-urbaines, contre 39 % chez les scissionnistes. Toutefois, tous les «jeunes» de la mégapole tokyoïte ont choisi Reform Forum 21.

3. Quatre du clan Mitsuzuka et deux de chacun des clans Takeshita, Miyazawa et Komoto-Kaifu.

4. Leur marge de sécurité moyenne est significativement plus faible que celle des deux autres groupes (2,07 %), mais un seul est en situation très précaire (moins de 1 %). De plus, ils sont les moins nombreux (30 %) à venir de ces circonscriptions urbaines où l'étiquette «nouveau parti» est électoralement la plus payante.

1993. Il existe bien une différence significative dans le nombre de ceux qui sont le plus éloignés des portefeuilles : 13 % des ayants droit sont des « premiers mandats » en 1983, contre 35 % en 1993. Mais, globalement, la situation créée par l'avancement à l'ancienneté ne semble pas plus difficile à gérer. Il est donc évident que d'autres facteurs doivent être pris en compte. Le nouveau contexte politique global créait, on l'a vu, les conditions pour une scission viable. Mais d'autres dysfonctionnements internes du parti gouvernemental ont aussi joué un rôle déterminant.

LA RÉVOLTE DES « HUITIÈMES MANDATS » : LE DYSFONCTIONNEMENT DES MÉCANISMES DE CONTRÔLE DE LA DEUXIÈME PHASE DU JEU DES AMBITIONS

La manière dont se partagent les députés les plus anciens du clan Takeshita au moment de la scission est très révélatrice. Le clivage est presque parfait entre les « huitièmes mandats » (six scissionnistes sur sept) et leurs aînés (six fidèles sur sept). L'enjeu étant ici le statut de chef du clan/premier ministrable, le partage se fait entre les deux prétendants déjà dix fois élus (Keizo Obuchi et Ryutaro Hashimoto) et ceux qui ne l'ont été que huit fois (Ichiro Ozawa et Tsutomu Hata). Le mécanisme de rotation des chefs de clan à la tête du gouvernement met ces derniers le dos au mur. En effet, compte tenu de la durée de la rotation d'une génération de Premiers ministres (entre dix et quinze ans)¹ et de celle d'un mandat parlementaire (environ trois ans), il faut « sauter » environ quatre mandats entre un chef de clan/Premier ministre et son successeur pour que l'avancement ne soit pas bloqué par le haut². Si donc les « huitièmes mandats » laissent passer leur chance, ils ne la retrouveront pas. Ils font front commun, quelles que puissent être leurs divergences idéologiques ou leurs inimitiés personnelles. Vaincus lorsqu'Obuchi obtient la majorité au sein du clan grâce au vote des sénateurs³, ils n'ont plus le choix qu'entre la scission ou l'abandon de toute prétention au poste suprême. Là encore se vérifie l'importance décisive des contraintes imposées par les règles de gestion des ambitions :

1. La génération de 1972 a terminé son tour en 1987. En 1993, la génération suivante n'est qu'à mi-parcours : il reste en principe à « faire passer » Watanabe et Mitsuzuka (tableau 9).

2. Déduction vérifiée par l'écart constaté entre Abe et son successeur Mitsuzuka (4 mandats), entre Nakasone et Watanabe (7 mandats), et entre Toshio Komoto et Kaifu (5 mandats). En revanche, l'écart réel n'est que d'un seul mandat entre Takeshita (12 mandats) et Obuchi, qu'il veut pour successeur, alors que la régularité de l'avancement fait des « huitièmes mandats » les prétendants naturels.

3. La carrière des sénateurs dépend de règles particulières. Ils ne peuvent espérer qu'un seul passage au cabinet, dans un ministère secondaire, à l'ancienneté. Qu'il n'y ait pas eu de scission significative parmi eux apporte encore une preuve indirecte que ce mouvement est lié avant tout au jeu des ambitions – dont ils sont précisément exclus – bien plus qu'à des clivages idéologiques.

c'est en fonction d'elles que s'opèrent les clivages, les autres variables jouant un rôle secondaire.

Il reste toutefois à se demander pourquoi le groupe des manipulateurs/arbitres qui contrôlaient les ambitions lors de la phase d'accès au statut de chef de clan n'a pas pu faire obstacle aux scissions. On a vu que la «droitisation» des socialistes permettait à une scission d'être politiquement viable, et que la diversification des intérêts patronaux, liée à l'internationalisation de l'économie, ouvrait un champ (financier et programmatique) pour une nouvelle formation conservatrice. Or cette nouvelle conjoncture se reflétait jusqu'au sein du groupe des manipulateurs/arbitres. En particulier, Kanemaru — le mentor d'Ozawa — était notoirement favorable à admettre dans le cercle du pouvoir la droite socialiste menée par son ami Tanabe, afin de disloquer définitivement l'opposition et de recentrer la base électorale du parti gouvernemental (ou d'une éventuelle coalition hégémonique) vers les salariés urbains et les catégories sociales modernes.

Mais surtout, le groupe s'est trouvé disloqué, et son autorité ruinée, à cause de la succession des scandales depuis l'affaire Recruit, en 1988. Sur les trois anciens Premiers ministres que comportait ce groupe, deux (Uno et Kaifu) n'avaient été que des bouche-trous, mis en place parce que cette affaire avait contraint le troisième (Takeshita) à la démission. Parmi les chefs de clan, l'un était miné par la maladie (Watanabe), l'autre mal affermi à la tête d'un groupe affaibli par les scissions (Mitsuzuka), le troisième un vieillard marginalisé (Komoto). Et les manipulateurs, maîtres des réseaux de financement, sont avant tout Takeshita et Kanemaru. Ils appartiennent au même clan où le premier soutient Obuchi, le second Ozawa. Malgré leurs divergences sur une éventuelle recomposition politique, ils pouvaient imposer un accord entre eux. Mais le scandale Sagawa, qui rebondit pendant toute l'année 1992, ruine l'autorité du premier et force le second à abandonner son siège en décembre, avant d'être arrêté et inculpé (mars 1993). Ainsi, le noyau central du PLD s'est trouvé détruit, incapable de contrôler les rivaux qui s'affrontaient, à cause principalement de la succession des affaires politico-financières.

Nous retrouvons donc ici les scandales comme facteur de la chute du PLD. Non pas qu'ils aient mobilisé l'électorat contre lui, nous l'avons vu. Mais ils ont paralysé l'état-major qui devait arbitrer la phase la plus délicate du jeu des ambitions. Situation inédite, qui invite à s'interroger sur les raisons pour lesquelles le PLD, pourtant maître dans l'art de surmonter les scandales sans dommage, n'a pu y parvenir depuis la fin de la décennie 1980.

LES DYSFONCTIONNEMENTS DU SYSTÈME DE FINANCEMENT DU PLD ET LA MULTIPLICATION DES SCANDALES

Il est inutile de revenir longuement sur la «corruption structurelle» du système politique dominé par le PLD et sur les mécanismes de la *kinkenseiji* («la politique du fric»), qui ont fait l'objet de nombreuses

études en langues¹. Nous en soulignerons seulement certains aspects qui nous semblent en relation directe avec la chute du PLD.

L'augmentation très rapide du coût de l'activité politique au cours de la décennie 1980 n'est pas douteuse. La somme nécessaire à un député conservateur pour entretenir sa machine clientéliste représente aujourd'hui entre 120 et 150 millions de yens par an, et la dépense en année électorale atteint 500 millions. Un simple conseiller régional d'une grande ville avoue un budget annuel de 30 millions de yens². La raison la plus fréquemment invoquée est le système électoral qui oblige les candidats du PLD à entrer en compétition entre eux, ce qui se traduit à chaque scrutin par la défaite de 15 % à 20 % des sortants, même quand la représentation totale du parti se maintient ou augmente. Cette compétition serait devenue plus rude pour trois raisons. L'adoption de la répartition proportionnelle des postes entre les factions pousse chacune à accroître au maximum sa représentation parlementaire. La multiplication des sièges quasi héréditaires exige de plus en plus d'investissements de la part des nouveaux venus pour forcer l'entrée du système. Mais en même temps, la volatilité croissante de l'électorat, liée aux évolutions sociales et culturelles, oblige même les candidats les mieux implantés à toujours perfectionner leurs machines, et à grands frais.

On peut lier l'alourdissement des coûts à la «révolte des jeunes», contraints de payer toujours plus cher leur ticket d'entrée à la Chambre tout en attendant longuement, à l'ancienneté, avant d'accéder aux positions de pouvoir, pour rentrer dans leurs frais. Enfin, cette augmentation des coûts donnait à l'argent un rôle majeur dans les carrières dès l'obtention du premier portefeuille³. La démarche du groupe Yutopia révèle ce malaise, qui contribue à expliquer le choix massif des «jeunes» du clan Takeshita en faveur de la scission. Par ailleurs, on a vu

1. Dans les parutions récentes, voir notamment G. Curtis, *The Japanese way...*, op. cit. p. 176-187; R. Hrebenar, op. cit., p. 55-79; M. Ramseyer, F. McCall-Rosenbluth, op. cit., p. 90-93. Pour les articles classiques, Harumi Befu, «Bribery in Japan. When law tangles with culture», Colloque du Centre des études coréennes et japonaises, Université de Berkeley, avril 1971; James L. Huffman, «Kinmyaku and Jinmyaku», *Japan Interpreter*, 9 (4), 1975; Frank Baldwin, «The Kokumin Kyokai», *ibid.*, 1976; Ronald Hrebenar, «LDP, money and the symbolic politics of reform», *ibid.*, 10 (3), 1976; Chalmers Johnson, «Tanaka Kakuei, structural corruption and the advent of machine politics in Japan», *Journal of Japanese Studies*, 12, 1986, p. 1-28. Pour quelques articles récents, Ibayashi Tsugio, «Political corruption and the business establishment», *Japan Echo*, 16 (3) 1989; Yayama Taro, «The Recruit Scandal. Learning from the causes of corruption», *Journal of Japanese Studies*, 16 (1), 1990; Brian Woodall, «The logic of collusive action. The political roots of Japan's *dango* system», *Comparative Politics*, 25 (3), 1993. En français, J.-M. Bouissou, «Le système politique japonais...», art. cité; «Corruption à la japonaise», *L'Histoire*, 142, 1991, «Les sièges les plus chers du monde», *France-Japon Eco.*, 51, 1992; «La corruption au Japon. Cadeaux, réseaux et clientèle», dans Yves Mény, Donnatella Della Porta (dir.), *La corruption dans les systèmes démocratiques*, Paris, La Découverte, 1994 (à paraître).

2. A 100 yens = 5,50 francs, ces sommes vont de 1,65 million de francs pour le conseiller régional à 8,25 millions pour l'entretien du *jiban* d'un député PLD, et jusqu'à 27,5 millions pour sa campagne électorale. Ces données ont été confirmées publiquement en 1987 par le Yutopia Seiji Kenkyukai (Groupe d'étude pour l'utopie politique) de dix jeunes députés PLD qui ont divulgué leurs budgets, et à moi-même lors d'une série de quarante interviews d'élus, menée en 1992 avec le concours de la Fondation du Japon.

3. La rapidité avec laquelle un député reçoit son premier portefeuille, et l'intérêt de celui-ci sont devenus fonction de la somme qu'il peut verser à la caisse du clan. Cette pratique a été mise en lumière à l'occasion du scandale Kyowa, touchant à la nomination du député Fumio Abe à l'Agence de développement de Hokkaïdo dans le premier cabinet Kaifu (1989).

que le Nouveau Parti du Japon a largement servi à des politiciens conservateurs locaux pour forcer «à moindre frais» l'entrée de la Chambre. Enfin, le patronat manifestait son impatience devant le coût de fonctionnement d'un PLD totalement à sa charge, ce qui explique les déclarations du Keidanren en faveur d'un système à deux partis «permettant l'alternance», qui n'ont pu qu'encourager les velléités de scission¹.

Alors même que le besoin de financement politique s'accroissait, les conditions dans lesquelles il s'effectuait avaient été profondément modifiées par la révision de la loi sur le Contrôle des fonds politiques, en 1976. En plafonnant les sommes que les entreprises pouvaient verser aux partis, et en obligeant (en théorie !) à divulguer le nom des donateurs, elle réduisait drastiquement les possibilités de centraliser la collecte au niveau du parti ou des diverses factions. Peu à peu, l'essentiel allait s'effectuer par le biais des *seiji dantai*² des politiciens individuels. Aujourd'hui, chaque élu conservateur collecte par lui-même les trois quarts des sommes nécessaires à sauvegarder son siège³. On peut poser comme hypothèse que le contrôle de l'état-major du PLD sur les élus diminuait à mesure que ceux-ci étaient contraints de prendre leur indépendance financière.

Ce changement aboutit aussi à transférer une part croissante du financement du PLD des plus grosses entreprises, représentées au Keidanren, vers les entreprises régionales et locales sur lesquelles le député de base a plus de prise. On peut poser comme hypothèse que cela aboutit à sur-représenter les intérêts les moins concernés par l'internationalisation de l'économie et les plus liés au jeu traditionnel de collusion et de protection, diminuant d'autant la capacité du système politique à promouvoir les changements exigés par la nouvelle conjoncture.

En même temps que s'accroissaient les besoins et l'autonomie financière des élus vis-à-vis du parti, les occasions de collecter des fonds se multipliaient. La modernisation économique développait de nouveaux secteurs d'activité et de nouvelles entreprises qui avaient besoin des politiciens pour se frayer un chemin dans le maquis des règlements administratifs (scandale Sagawa) ou pour acquérir la respectabilité et l'influence dont elles manquaient (scandale Recruit). Et à partir de 1985, la «bulle économique spéculative» (*bubble keizai*) offrit aux élus la possibilité de profiter largement de l'envolée de l'immobilier et de la Bourse, grâce au laxisme d'une législation qui ignore aussi bien le trafic d'influence que le délit d'initié.

Le point nouveau serait que la tolérance dont le PLD a toujours bénéficié de la part de l'opinion aurait diminué. Sa défaite aux sénatoriales de juillet 1989 est certainement liée en partie au scandale Recruit.

1. Le Keidanren est l'équivalent de notre CNPF. La nécessité d'une recomposition politique était exprimée sans ambiguïté dans sa déclaration de politique générale pour 1993 (*Asahi Shimbun*, 5 janvier 1993).

2. *Seiji dantai*: organisations autorisées à collecter et à dépenser de l'argent à des fins politiques. Elles sont déclarées auprès du ministère de l'Intérieur ou de l'administration régionale (élus locaux) et leur présentent leurs comptes chaque année.

3. Voir les comptes publiés par Yutopia Seiji Kenkyukai, dans M. Ramseyer, F. McCall-Rosenbluth, *op. cit.*, p. 91.

Mais dès les législatives de février 1990, l'électorat a tout oublié. Le parti, pourtant empêtré dans les affaires Sagawa et Kyowa, se tire bien des sénatoriales de juillet 1992. Et les statistiques du 18 juillet 1993 ne laissent pas apparaître que l'électorat l'ait châtié au niveau général, ni dans la personne de ses sortants les plus impliqués dans les affaires¹.

Néanmoins, il est clair que les politiciens conservateurs redoutent le scandale plus qu'avant. Presque tout l'état-major du parti se sent obligé « d'expier » l'affaire Recruit en se mettant ostensiblement à l'écart du gouvernement. La rotation au poste suprême est perturbée de juin 1989 à novembre 1992. L'autorité des manipulateurs/arbitres s'en relèvera d'autant moins que, pendant ce temps, un jeu moins verrouillé a aiguisé les ambitions. De même, l'affaire des maisons de titres (1991) met sur la touche un des prétendants majeurs du clan Takeshita, Ryutaro Hashimoto, bien qu'il soit irréprochable en droit. Le scandale devient un stigmate capable de ruiner une carrière, à défaut de faire perdre son siège au coupable.

Cette vulnérabilité aux scandales, relative mais croissante, découle de la conjonction de multiples facteurs. D'abord, la relève des générations en cours au sein de tous les clans² : n'importe quel scandale peut disqualifier un prétendant. Ensuite, l'affaiblissement de l'opposition, et surtout du PSJ, désorganisée et privée de toute crédibilité et de tout projet : chaque scandale lui permet d'exister. Au-delà du politique, c'est d'ailleurs à une quasi-disparition des contre-pouvoirs qu'on assiste dans la décennie 1980, avec la réorganisation progressive des syndicats sur une ligne modérée, la domestication du judiciaire³ et la perte de vitalité des « mouvements d'habitants » : le scandale devient le moyen privilégié par lequel la société peut encore contrôler les excès d'un pouvoir confisqué par le PLD. Les médias saisissent l'occasion d'affirmer leur puissance face à un système politique qu'ils font depuis toujours profession de sermonner. La pénétration des normes de l'éthique occidentale, à défaut de changer vraiment les comportements électoraux, fournit à la presse un instrument idéal de légitimation discursive. Enfin, les retombées de la « bulle économique » (paupérisation relative des salariés face à l'enrichissement spéculatif) puis de son éclatement (lourdes pertes pour les petits porteurs en Bourse alors que les maisons de titres couvrent celles de leurs gros clients) accroissent l'impact des affaires sur l'opinion.

Ainsi, bien que le PLD y reste globalement insensible au plan électoral, les affaires le minent parce que chacun de ses élus peut voir sa carrière avortée par un scandale dont les médias s'emparent. Sa cohésion en est affaiblie, à commencer par celle de son état-major, particulièrement exposé. De plus, les scandales offrent à l'opposition prétexte à

1. A commencer par Takeshita, que son *jiban* rural de Shimane réélit en tête de sa circonscription, avec 21,7 % des suffrages contre 21,5 % en 1990.

2. Kaifu supplante de facto Komoto en 1989. Watanabe succède à Nakasone en 1990 et Mitsuzuka à Abe en 1991. La place de Takeshita (dès 1989) et celle de Miyazawa sont virtuellement à prendre dès lors qu'ils ont eu leur tour comme Premiers ministres.

3. Voir notamment M. Ramseyer, F. McCall-Rosenbluth, *op. cit.*, p. 161-182.

paralyser les travaux de la Diète presque à sa guise. Par là, ils contribuent à cette défaillance globale du processus de décision que nous avons évoquée comme le «troisième axe» pour analyser la chute du PLD.

PERSPECTIVES

POUR UN APPROFONDISSEMENT DE L'ANALYSE LE RÔLE DE LA CONJONCTURE

Cet article ne prétendait pas suivre chacun de ces trois axes qu'il suggérait à son début. Il visait d'abord à établir l'importance des facteurs liés aux procédures originales dont le PLD hégémonique usait pour minimiser le seul risque qui paraissait le menacer : sa division. Nous pensons avoir montré que la conjoncture (internationale, socio-économique, politique) ne s'est pas traduite, le 18 juillet 1993, par un vote anti-PLD au-delà des normes habituelles. Ce constat nous a renvoyé aux dysfonctionnements internes du parti comme étant la cause directe et principale de sa chute.

Néanmoins, il ne nous échappe pas que les scissions qui l'ont précipitée n'auraient peut-être pas eu lieu (ou n'auraient pas provoqué de recomposition significative, à l'instar de celle du Nouveau Club libéral en 1976) si la conjoncture ne leur avait pas fourni une légitimité et un projet capables de rallier le vote flottant, la perspective d'un soutien patronal et celle d'une alliance viable avec l'opposition, et les encouragements plus ou moins appuyés de Washington. Les «nouveaux partis» ne sont apparus que parce que les contraintes imposées au jeu des ambitions et au partage des bénéfices par le PLD rendaient la scission plus payante pour certaines catégories : premiers et deuxièmes mandats en général, huitièmes mandats du clan Takeshita et politiciens locaux aspirants à la députation. Mais c'est bien la conjoncture qui a créé les conditions de leur succès.

Il faudra donc s'interroger sur l'incapacité du PLD à prendre les décisions exigées par l'évolution de la conjoncture au long des années 1980. Dans un ouvrage collectif publié en 1984¹, nous avons souligné les déficiences perceptibles dans sa capacité à identifier et à prendre en charge les demandes qui n'émanaient pas de ses *jiban* traditionnels. Le long gouvernement de Nakasone marque un progrès spectaculaire pour ce qui est de l'identification des nouveaux besoins de la société japonaise. La déréglementation et la réorientation de l'économie en faveur des consommateurs, une réforme fiscale qui établirait plus d'égalité au profit des salariés et donnerait à l'État les moyens de financer la protection et les équipements sociaux, la réforme scolaire et «l'internationalisation» deviennent des priorités officielles. Les gouvernements suivants y ajou-

1. Centre d'étude de la société et de l'économie du Japon, *Japon. Le consensus : mythe et réalités*, Paris, Economica, 1984.

tent «la revivification des communautés locales» et la réforme politique. Toutes les demandes qui feront le fond du programme des «nouveaux partis» sont donc clairement identifiées depuis au moins dix ans par le PLD. Il multiplie les commissions et fait aboutir certaines réformes: privatisations massives, instauration d'une TVA, création d'un examen de premier degré uniforme pour l'entrée à toutes les universités, programmes successifs de subventions aux communautés locales, etc.

Néanmoins, le gouvernement libéral-démocrate ne parvient pas à répondre vraiment à ces demandes dont il a pourtant conscience. Sur les grandes orientations (déréglementation et réorientation économique), il ne surmonte pas l'opposition de la bureaucratie et de la majorité du patronat. Dans le détail, nombre de mesures sont bloquées par les intérêts menacés agissant via les «tribus» du Seimuchôsakai. Les projets qui parviennent à être votés sont dénaturés par les concessions faites aux électors traditionnels¹. Seules les privatisations, les subventions et les dotations supplémentaires pour travaux publics, base des plans de relance depuis l'éclatement de la «bulle», sont mises en œuvre efficacement, car les politiciens en tirent des bénéfices financiers ou électoraux immédiats.

Nous avons suggéré quelques pistes pour élucider les causes de cette incapacité au début de cet article; il en faudrait un autre pour les suivre. Mais pour conclure, considérant la chute du gouvernement Hosokawa après seulement huit mois d'existence, nous pouvons nous interroger sur la capacité de la coalition à répondre mieux que le PLD aux demandes sociales dont elle est, *volens nolens*, porteuse.

LA RECOMPOSITION POLITIQUE: SUITE...

Compte tenu de l'absence d'un soutien électoral massif, de l'étroitesse de sa majorité, de sa faible prise sur une administration toute dévouée au PLD et de son manque absolu de cohérence idéologique, la marge d'action du gouvernement Hosokawa était extrêmement étroite. De fait, sa fonction se limitait au seul objectif commun aux partis qui le soutenaient, la seule mesure que les promesses électorales et l'attente de l'opinion ne permettaient en aucun cas d'éluider: la réforme politique.

Il est significatif qu'à ce sujet les options les plus conservatrices l'aient emporté. Les circonscriptions à sièges multiples ont été supprimées au profit d'un système mixte associant des députés élus dans des circonscriptions locales à un seul siège (au scrutin uninominal à un tour) et d'autres au scrutin de liste à la proportionnelle. Mais la proportion entre les deux a été modifiée de 250/250, dans le projet initial, à 300/200, alors que l'écrasante majorité des sièges locaux sont promis aux conservateurs (PLD ou «nouveaux partis»). De plus, le scrutin de liste ne sera pas organisé au niveau national (projet initial) mais dans le cadre de onze régions. C'est le meilleur moyen de fragmenter les effets

1. Pour des analyses de cas significatives, voir M. Ramseyer, F. McCall-Rosenbluth sur l'échec de la modernisation du système bancaire (*op. cit.*, p. 55-57 et 125-129) et sur la TVA (p. 53-55) qui aboutit paradoxalement à diminuer les recettes fiscales.

de mode qui emportent l'électorat flottant, et de gêner l'entrée en lice de nouvelles formations, puisqu'elles perdront toutes les voix obtenues dans les régions conservatrices où elles n'en auront pas assez pour obtenir un siège.

Pour le financement politique, si le principe de subventions publiques a été retenu, leur montant n'a cessé d'être revu en baisse et leurs modalités visent à pérenniser les situations acquises¹. Les donations des entreprises, qui devaient être supprimées, restent autorisées — y compris individuellement pour les candidats (il leur suffira de rebaptiser leurs *seiji dantai* en «sections locales» de leur parti). Enfin, la réglementation drastique des campagnes électorales, toute conçue pour avantager les sortants et les machines traditionnelles du type *koenkai* et minimiser l'impact des médias, a été maintenue. Le souci de verrouiller les positions acquises l'a emporté sur celui de permettre l'apparition de forces capables d'exprimer les demandes des catégories politiquement inorganisées, mal représentées et mal écoutées. Et les formations de gauche, données battues d'avance dans les circonscriptions locales et victimes de la fragmentation de la proportionnelle, ne devraient pas pouvoir regagner le terrain perdu en 1993.

Néanmoins, la réforme pérennisera la prise du pouvoir par l'électorat urbain. Le redécoupage en cours des circonscriptions, sur la base des réalités démographiques créées par les migrations intérieures depuis trente ans, devrait transférer au moins cinquante sièges vers les mégapoles². Le centre de gravité du système politique est définitivement déplacé vers le Japon moderne et ses salariés.

Sur la recomposition du système des partis qui devrait en découler, quelques hypothèses peuvent être formulées. La réforme électorale imposera le regroupement en deux formations principales dans les circonscriptions locales, alors que le scrutin proportionnel laissera un espace pour un troisième parti capable aussi d'avoir sa chance ici et là au niveau local, et à quelques «mini-partis». Le graphique 5 suggère une possibilité de concrétiser cette recomposition autour de camps idéologiquement cohérents. Les développements récents à l'occasion de la formation de l'éphémère gouvernement Hata (mai-juin 1994), puis du retour aux affaires du PLD associé aux socialistes et à l'Avant-Garde dans le gouvernement Murayama semblent aller dans le sens de l'hypothèse que nous proposons : rupture consommée entre le bloc PR-Komeito et la gauche, éclatement du NPJ, rapprochement entre les «libéraux» du PLD menés par le successeur de Miyazawa (Ichiro Kono) et les socialistes, défection d'une quarantaine d'élus conservateurs vers le bloc PR-Komeito. Mais certains commentateurs n'excluent pas l'extension au niveau national de la formule de «grande coalition», allant du PLD aux socialistes, qui

1. Notamment la disposition qui limite les subventions publiques aux deux tiers des recettes déclarées par un parti l'année précédente, moyen imparable de ne rien donner à qui n'a rien.

2. En 1990, il y avait un équilibre presque parfait (252-259) entre les circonscriptions rurales/semi-rurales et semi-urbaines/urbaines. Il n'avait été corrigé que très partiellement en 1993 par le transfert de six sièges.

gouverne aujourd'hui dans plus de la moitié des régions et encore davantage de municipalités¹. A l'appui de cette thèse, on peut invoquer l'exemple de l'Allemagne, qui a connu épisodiquement cette formule avec un mode de scrutin très proche de celui qui vient d'être mis en place.

Le gouvernement Hata étant très minoritaire depuis le départ de la gauche, de nouvelles élections pourraient intervenir avant que le redécoupage soit effectué. Les états-majors du PLD et du PSJ pensent pouvoir regagner au moins un peu de terrain lors d'une dernière consultation avec l'ancien mode de scrutin, dans une conjoncture de désenchantement vis-à-vis du « changement » et face à une coalition hétérogène dont les composantes auront bien du mal à coordonner leur stratégie électorale. Toutefois, en recueillant 306 signatures sur 511 députés, une pétition initiée par les « réformateurs » de tous les partis exigeant que le nouveau mode de scrutin soit appliqué dès le prochain scrutin, quelle qu'en soit la date, rend cette manœuvre difficile.

Pour l'avenir, de nombreuses inconnues subsistent. Beaucoup dépendra de la confédération syndicale géante Rengo (8,5 millions d'adhérents), selon qu'elle soutiendra activement la création d'un pôle de centre-gauche ou optera pour la neutralité. Ou encore de la capacité du pôle PR-Komeito à structurer un véritable « néo-conservatisme urbain » bien que beaucoup de ses élus et de ceux qu'il pourrait débaucher au PLD viennent des zones rurales. Quoi qu'il en soit, et même si le PLD parvient à préserver son unité et à reprendre le pouvoir, c'est bien la modernisation du système politique qu'ont déclenchée les élections législatives du 18 juillet 1993 via le transfert d'une majorité des sièges dans les grandes villes et la mise au centre du débat des revendications des consommateurs urbains modernes. Mais il n'est pas absolument assuré que cette modernisation mettra fin à « l'exception japonaise » : si l'hypothèse d'une grande coalition l'emportait, on pourrait assister au contraire à la re-création d'une force politique ultra-dominante et pratiquement débarrassée des contre-pouvoirs, qui fournirait d'amples munitions à tous les commentateurs pour qui le Japon, décidément, ne saurait être une « vraie démocratie ».

1. Voir Higuchi Yoïchi, « L'alternance de 1993 et l'enjeu constitutionnel au Japon », *Pouvoirs*, septembre 1994.

Les élections législatives au Japon

Jean-Marie Bouissou, ancien élève de l'École normale supérieure, directeur de l'Institut franco-japonais du Kyushu de 1984 à 1989, est chercheur au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques. Il est l'auteur de *Le Japon depuis 1945*, Paris, A. Colin, 1992 ; *L'expansion de la puissance japonaise*, Bruxelles, Complexe, 1992 ; « Sens, puissance et fausses évidences : pourquoi l'Occident a peur du Japon », *Revue internationale et stratégique*, 8, 1992 et, parmi les articles les plus récents, de « L'après-guerre au Japon : un peuple sans Histoire », *Historiens et géographes*, juillet 1994 ; « Décomposition et recomposition au Japon », *Pouvoirs*, septembre 1994 ; « L'image du Japon dans les hebdomadaires français, 1972-1992 », *Mots*, décembre 1994 (à paraître). Il a publié récemment « La chute du PLD et la modernisation du système politique japonais », *Géopolitique*, 43, 1993 ; « Le lobby des Verts nippons », *France-Japon Eco.*, 54, 1993. Il a dirigé *L'envers du consensus. Les conflits et leur gestion dans le Japon contemporain*, ouvrage collectif à paraître aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, en automne 1994. Il travaille actuellement sur la politique intérieure japonaise, sur la problématique de l'intégration régionale en Asie, et sur l'image du Japon dans les médias français. (CERI, 4 rue de Chevreuse, 75006 PARIS).